



● FRANCE

Macron voit sa popularité fondre à vue d'œil

(P24)

LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

● ETATS-UNIS/CORÉE DU NORD

Hausse des tensions entre les deux adversaires

(P19)

RENTÉE SOCIALE

Une nouvelle ère économique commence



La rentrée sociale et politique qui s'annonce dans quelques semaines, sera celle d'une nouvelle et forte détermination économique et sociale, la poursuite du processus d'édification de l'Etat de droit, la stabilité politique et sociale; c'est là la réelle autorité que devrait exécuter le nouveau gouvernement afin de promouvoir une économie productive et compétitive, une économie de proximité visant le rapprochement quotidien avec les citoyens, en étant à leur écoute et à leur service.

(Lire en Page 3)

● CÉRÉALES

La production nationale sera meilleure qu'avant

(P3)

● INEXPLOITATION DE L'ABATTOIR RÉGIONAL DES VIANDES ROUGES DE DJELFA

Bouazghi hausse le ton

(P4)



YÉMEN

HRW s'inquiète de la mort de civils dans des tirs rebelles sur Taëz

L'organisation Human Rights Watch (HRW) s'est inquiétée mercredi de la mort de civils, dont des enfants, dans des tirs d'artillerie à répétition des rebelles chiites Houthis contre des quartiers tenus par les forces progouvernementales à Taëz, au Yémen.

Les Houthis, accusés de liens avec l'Iran, et leurs alliés, des partisans de l'ex-président Ali Abdallah Saleh, "tirent de manière répétée et aveuglément sur des quartiers peuplés de Taëz, la troisième ville du Yémen, en violation des lois de la guerre", écrit l'organisation de défense des droits de l'Homme dans un communiqué. Ces tirs ont fait, sur une période de dix jours en mai, au moins 30 morts parmi les civils et plus de 160 blessés, indique HRW, en citant des médecins exerçant dans deux hôpitaux de cette ville du sud-ouest du Yémen. Entre les 21 et 23 mai, au moins 12 civils ont été tués, dont quatre enfants, et 29 blessés, dont dix enfants, précise le communiqué.

HRW évoque aussi des tirs similaires des forces progouvernementales contre des zones peuplées aux environs de la ville, encerclée par les Houthis.

Les rebelles et leurs alliés "doivent cesser immédiatement ces tirs aveugles et les forces du gouvernement doivent s'assurer que leurs forces ne ripostent pas à ces tirs", écrit dans le communiqué Sarah Leah Whitson, directrice de HRW pour le Moyen-Orient. Une grande partie de la province de Taëz est contrôlée par les Houthis, mais pas sa capitale du même nom.

La guerre au Yémen a éclaté après la conquête en 2014 par les rebelles d'une grande partie du pays et l'intervention militaire d'une coalition arabe sous commandement saoudien en 2015 pour aider le gouvernement à les stopper.

Le conflit a fait plus de 8.000 morts et près de 45.000 blessés, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

L'administration mise en place par les rebelles à Sanaa a par ailleurs marqué mercredi le premier anniversaire de la fermeture de l'aéroport de la capitale yéménite en dénonçant ses conséquences pour la population.

"Les malades ne peuvent plus se rendre pour des soins à l'étranger et les médicaments ne peuvent plus arriver" directement dans la capitale, a déploré dans une déclaration à la presse le "ministre" des Transports de l'administration rebelle, Zeïd al-Chami.

Il a demandé des pressions internationales pour obtenir la réouverture de l'aéroport, qui était utilisé annuellement par 2,5 millions de voyageurs.

La coalition arabe impose la fermeture de l'aéroport de crainte qu'il ne serve à introduire des armes pour les rebelles mais plusieurs ONG et agences de l'ONU en demandent la réouverture en invoquant des raisons humanitaires.



DANS LE BUT DE STIMULER LE TOURISME

Le Qatar supprime les visas d'entrée pour 80 nationalités

Le Qatar, isolé par ses voisins pour son soutien présumé au "terrorisme", a annoncé mercredi qu'il supprimait les visas d'entrée dans le pays pour 80 nationalités dans le but de stimuler le tourisme et le transport aérien.

L'annonce a été faite au cours d'une conférence de presse du patron de Qatar Airways, Akbar al-Baker, et de responsables du département du Tourisme et du ministère de l'Intérieur.

"L'exemption de visa (pour les 80 nationalités) fera du Qatar le pays de la région le plus ouvert" aux visiteurs étrangers, a expliqué le représentant du département du Tourisme, Hassan al-Ibrahim.

Le Qatar n'a pas la réputation d'être une destination touristique de premier choix comme Dubaï avec ses centres commerciaux et de loisirs.

Les pays du Golfe, dont le Qatar, exigent généralement des visas pour les étrangers et les accordent selon des critères restrictifs.

Pour les ressortissants des 80 pays bénéficiant de la mesure, il suffira de présenter à l'arrivée un passeport valide pour obtenir le droit d'entrer au Qatar, a indiqué le représentant du ministère de l'Intérieur, Mohamed Rached al-Mazroui.

Les ressortissants de 33 pays auront le droit de rester dans le pays pendant 180 jours sans visa et ceux des 47 autres pays pourront y séjourner sans visa pendant 30 jours, période renouvelable pour une seule fois.

Les noms des 80 pays bénéficiaires n'ont pas été communiqués, ni la date à laquelle la mesure sera appliquée.

Mais la presse du Qatar indique qu'elle va concerner principalement les ressortissants de pays occidentaux.

Deux critères ont été notamment cités par M. Mazroui pour le choix des nationalités. Le premier est d'ordre sécuritaire et le second d'ordre économique, à savoir le pouvoir d'achat des visiteurs.

Le patron de Qatar Airways a indiqué que sa compagnie devrait bénéficier de cette mesure, indiquant qu'elle ne cessait d'étendre son réseau. Pour l'année en cours, 62 destinations nouvelles seront ouvertes, a expliqué M. Baker.

L'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et Bahreïn ont rompu leurs relations avec Doha le 5 juin. Ils ont fermé les frontières maritimes, aériennes ou terrestre avec le Qatar, qu'ils accusent de "soutenir le terrorisme" et d'entretenir des relations trop étroites avec l'Iran, grand rival de Riyad. Le Qatar a rejeté ces accusations en bloc.



FRANCE

Une voiture fonce sur des militaires en banlieue parisienne, 6 blessés



Une voiture a foncé sur des militaires mercredi matin dans une banlieue du nord-ouest de Paris, faisant 6 blessés dont deux dans un état sérieux, a annoncé à l'AFP la préfecture de police de Paris.

L'attaque a eu lieu vers 06H00 GMT et le véhicule est en fuite, a-t-on ajouté de même source, en précisant que le pronostic vital des deux blessés graves n'était pas engagé. L'attaque a eu lieu devant une caserne militaire située au centre de la ville de Levallois, selon Patrick Balkany, le maire de cette banlieue "calme et sécurisée", où selon lui, "il n'y a jamais eu d'incidents".

"C'est un véhicule (...) qui a accéléré très vite quand ils sont sortis", a-t-il déclaré sur la chaîne de télévision BFM-TV. La préfecture de police des Hauts-de-Seine a de son côté évoqué un "acte a priori volontaire".

Depuis janvier 2015, la France est visée par une vague d'attentats jihadistes qui a fait au total 239 morts, les derniers ciblant tout particulièrement les forces de l'ordre, sur des sites emblématiques.

IRAN

Trois femmes nommées dans le cabinet élargi de Rohani

Le président iranien Hassan Rohani, très critiqué pour ne pas avoir désigné de femmes ministres, a nommé deux vice-présidentes et une assistante spéciale dans son cabinet élargi, a rapporté mercredi le site du gouvernement.

Massoumeh Ebtekar a été nommée vice-présidente chargée des femmes et de la famille, Laya Joneydi vice-présidente chargée des "questions juridiques" et Shahindokht Mollaverdi assistante spéciale chargée des "droits citoyens".

Le cabinet élargi comprend donc une femme de moins que le cabinet sortant, qui comptait trois vice-présidentes et une assistante spéciale.

Un ministre et neuf (BIEN: neuf) vice-présidents doivent encore être désignés mais il ne s'agira a priori pas de femmes.

Contrairement aux ministres, les vice-présidents n'ont pas besoin d'obtenir la confiance du Parlement, qui doit se prononcer à partir de mardi sur chaque ministre pressenti.

Le président Rohani a été vivement critiqué, notamment par les réformateurs, pour ne pas avoir nommé de femmes à des postes ministériels et ne pas avoir rajouté son cabinet.

La moyenne d'âge des ministres est de 58 ans contre 57 dans le précédent gouvernement, malgré la présence du ministre des Télécommunication, Mohammad Javad Azari Jahromi, 36 ans.

"Félicitations pour la nomination massive de sunnites (qui forment moins de 10% de la population, ndr), de femmes et de jeunes dans le gouvernement", a ainsi ironisé dans un tweet le réalisateur Hossein Dehbashi, qui avait pris une part active dans la première campagne présidentielle de M. Rohani en 2013 mais qui a multiplié les critiques ces dernières années contre lui.

"Nous nous attendions à la nomination d'une femme au moins", avait déclaré mardi Mohammad Reza Aref, chef de file des députés réformateurs au Parlement.

Il a souligné, selon les médias iraniens, que la délégation de la cheffe de la diplomatie européenne Federica Mogherini, venue à Téhéran samedi pour assister à la cérémonie d'investiture du président Rohani, ne comprenait pratiquement que "des femmes, ce qui était lourd de signification".

Des députés réformateurs ont affirmé que plusieurs ministres pressentis pourraient ne pas obtenir la confiance du Parlement.

SÉISME EN CHINE

Au moins 13 morts et 175 blessés

Un séisme de magnitude 6,5 a frappé la province chinoise du Sichuan, dans le sud-ouest du pays, faisant au moins 13 morts et 175 blessés, selon un bilan provisoire diffusé mercredi matin, les autorités disant redouter jusqu'à une centaine de morts et des milliers de blessés. Treize personnes ont péri et 175 ont été blessées lors du séisme qui s'est produit mardi soir, a rapporté la télévision d'Etat CCTV, citant des chiffres des autorités provinciales du Sichuan.

L'agence de presse officielle Chine nouvelle (Xinhua) avait de son côté fait état un peu plus tôt de neuf morts, précisant que cinq des personnes décédées étaient des visiteurs d'une zone touristique comprenant un parc national très fréquenté.

De premières images montraient des sauveteurs paramilitaires en gilet orange fouillant des décombres à la recherche de survivants. Le président Xi Jinping a appelé à "des efforts tous azimuts afin d'organiser rapidement les secours et de venir en aide aux blessés". La "Commission nationale pour la réduction des catastrophes" a estimé que 100 personnes pourraient avoir été tuées dans la secousse, un bilan qui se fonde sur les chiffres du recensement réalisé en 2010 dans cette région montagneuse et peu peuplée.

Le séisme pourrait avoir fait des milliers de blessés et plus de 130.000 habitations ont pu être endommagées, selon la Commission. Le tremblement de terre est survenu à 21H20 locales (13H20 GMT) dans une zone reculée du Sichuan, non loin de la zone où un séisme de magnitude 8 avait fait 87.000 morts et disparus en 2008, a indiqué l'institut géologique américain (USGS).

L'épicentre se trouvait à 284 kilomètres au nord de la capitale provinciale Chengdu, et à une profondeur de 10 kilomètres, selon l'USGS.

Le séisme a été fortement ressenti à Chengdu, selon Chine nouvelle. Mais la secousse a touché une vaste région, affolant jusqu'aux habitants de la grande ville de Xian, à plus de 400 km de là.

La Chine est régulièrement frappée par des séismes, en particulier dans les régions montagneuses de l'Ouest et du Sud-Ouest.

Mercredi matin, un séisme de 6,3 a par ailleurs été enregistré au Xinjiang, dans le nord-ouest du pays, selon l'USGS. Aucune victime ni aucun dégât n'était signalé dans l'immédiat.

RENTRÉE SOCIALE

Une nouvelle ère économique commence

La rentrée sociale et politique qui s'annonce dans quelques semaines, sera celle d'une nouvelle et forte détermination économique et sociale, la poursuite du processus d'édification de l'Etat de droit, la stabilité politique et sociale; c'est là la réelle autorité que devrait exécuter le nouveau gouvernement afin de promouvoir une économie productive et compétitive, une économie de proximité visant le rapprochement quotidien avec les citoyens, en étant à leur écoute et à leur service.

En somme, il s'agit de rendre le service public plus performant, plus rentable en interpellant les pouvoirs publics à tous les niveaux, plus que jamais à s'investir dans cette mission incontournable afin de ramener la confiance entre eux et les populations. Les directives du Chef de l'Etat, M. Abdelaziz Bouteflika ont été claires à ce sujet et s'adressent à tous les responsables, sans hésitation, à mettre tout leur engagement sur la "balance" pour s'approprier ce rôle, ce devoir, cette mission qui est un outil incontournable pour l'avenir de la société algérienne et celui aussi de l'économie nationale. Le tout, bien entendu à faire valoir dans un climat social serein et d'une bonne gouvernance institutionnelle, démocratique, économique, politique sociale et environnementale. Face à la crise financière et économique internationale, la chute drastique des revenus tirés des hydrocarbures, l'Algérie s'immunit au jour le jour contre les conséquences de ces deux crises tout en maintenant le cap donnant accès aux idéaux de progrès et de prospérité. En matière de politique éco-

nomique et financière, des outils et moyens dont a besoin le développement national, sont disponibles et contenus dans le plan d'action du nouveau gouvernement. Le gouvernement aspire à sauvegarder et à consolider la dynamique de croissance développée ces dernières années, tout en veillant à préserver et affiner la politique de justice sociale. Dans ce cadre, le gouvernement s'engage dans une démarche budgétaire renouée adossée à une stratégie de diversification de l'économie nationale visant à asseoir une croissance soutenue et viable. Dans cet esprit, la politique budgétaire sur laquelle mise le nouvel exécutif gouvernemental vise à préserver les équilibres financiers du pays à travers l'amélioration des recettes de la fiscalité ordinaire de sorte qu'elle puisse couvrir à terme, l'essentiel des dépenses de fonctionnement, la rationalisation des dépenses et la mobilisation des ressources nécessaires sur le marché financier interne, tout en préservant le caractère social de l'économie nationale. Parallèlement le gouvernement projette, une révision des mécanismes d'élaboration, de composition, de suivi et de financement du programme d'équipement visant la réhabilitation des "principes de rendements de l'investissement" et de son efficacité, la réaffectation des ressources budgétaires vers les facteurs clés d'une croissance endogène, la diversification des sources de financement sur une base transparente. Pour le budget de fonctionnement, le plan d'action du gouvernement souligne que l'effort de rationalisation préservera les dépenses incompressibles, tiendra compte des spécificités de chaque secteur permettant de préserver le bon fonctionnement des services et la couverture en termes de transferts sociaux aux populations démunies ainsi que les produits et services de base. La force de la volonté économique de la démarche actuelle inscrite au nouveau gouvernement par le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika réside dans sa profonde identification à la vérité des choses, à la vérité de chaque secteur à remodeler au fil de chaque étape d'application du plan

d'action du gouvernement. Si dure, si terrible soit cette identification. Une vision susceptible de parvenir à ouvrir triomphalement les chemins de la compréhension, de l'épanouissement et de la diversification de l'économie nationale. Cette vision de l'avenir qui donnera aux partenaires économiques et sociaux, et aux autres qui partagent, la liberté d'entreprendre, qui rien ne pouvait détruire, d'appréhender, de dresser des sillons de sortie de crise et de la dépendance excessive de l'économie nationale des hydrocarbures, d'avoir foi et d'agir en conséquence. Des sillons qui ont pour tracé de produire le périmètre socio-économique escompté au nom du redressement économique d'ensemble. Cela synthétise parfaitement la symbiose intime existant entre le programme présidentiel, et la sphère sociale et économique. Une symbiose qui a reflété le parcours épique de la prise de conscience à faire dans la conception moderne du monde. L'avenir économique du pays doit être créé à travers cette prise de conscience généralisée. La seule amertume peu surgir de l'incapacité d'agir, de parvenir à ce redressement économique. Dans ce contexte, la mise en œuvre et l'application du plan d'action du gouvernement est à même de combler un retard important dans le développement socio-économique de toutes les régions du pays avec des normes, des investissements et des réalisations basées sur un prospectif moderne. C'est dire dans ce domaine, l'importance et la valeur du programme politique en vigueur et qui a été l'"épicerie" et la référence du plan d'action du gouvernement, tant il a ciblé avec la plus grande précision, le meilleur engagement, pour assurer cette lourde responsabilité à satisfaire aux attentes des populations. Aujourd'hui et au regard des défis et enjeux à surmonter, il est plus que jamais impératif, pour tout un chacun, de croiser la réflexion et de coordonner des actions concrètes, afin de seconde efficacement et directement l'action gouvernementale et sans aucun télescopage politique, l'aboutissement de cette Algérie



forte et sereine sur le plan national et international ; Un télescopage, faut-il le dire, qui puise dans une compétitivité ruineuse à la fois des acquis de ces dernières années, mais aussi du prestige du pays. Il est inutile de dire que les Algériens se retrouvent toujours autour de solides fondements sociopolitiques, qu'ils ont choisis et auxquels ils demeurent fidèles à jamais. Dans la conjoncture actuelle assez difficile sur le plan économique et social, il y a mieux à faire pour fluctuer cette

marche vers l'espoir, en faisant usage de comportement sur des bases factuelles et mettre l'accent sur la mise en œuvre d'actions prioritaires clairement définies par le plan d'action du gouvernement. Des actions qui doivent servir de boussole et fédérer l'engagement de la société algérienne, en tant que partie prenante, y compris en sa qualité de partenaire au développement et faire ainsi de la démocratie participative une pratique de tous les jours.

Ammar Zitouni

LA CONJONCTURE

de Nabil Benbachir

Pas pour les beaux yeux des peuples

Bien que l'on puisse dire qu'en réalité, il faudrait engager comme sérieux une étude qui ne nous fasse pas faire l'économie d'une possible illusion, pourrions-nous encore une fois nous illusionner en croyant que nous nous rapprochons du moment où les pays arabes vont s'unir et même fusionner ? Il est vrai que les résultats obtenus par les anciennes rencontres multilatérales et même bilatérales ne donnent aucun espoir pour la construction du Monde arabe, y compris du Grand Maghreb. La Syrie en sait quelque chose. Ce n'est pas pour les beaux yeux des populations syriennes ni pour la démocratie que des forces étrangères attendent le quitus du conseil de sécurité pour "foncer" sur la Syrie. Pour le moment, ce sont les vetos Russe et Chinois qui servent d'obstacle au vote de résolutions contraignantes, sinon, les frappes destructives des forces de l'Otan auraient déjà ramené le pays à l'âge de pierre, et le pays plongerait dans la guerre civile. Il commence à l'être déjà avec le soutien discret occidental qui arme l'opposition. L'exemple libyen est déjà capitalisé comme expérience facilement renouvelable. Qui a gagné dans la mise de la Libye au service des forces étrangères et des forces indigènes dites milices armées qui ne veulent pas rendre les armes et reprendre une vie normale ? La chute du régime syrien est une fatalité, cet objectif étant avoué, et ne sera pas fatalement en faveur des populations, ni de la Syrie. Qu'est devenue l'Irak après le passage dévastateur des forces étrangères ? Les populations sont-elles devenues démocrates par la grâce des Etats-Unis ? Que finira par devenir la Libye ? Quelle destinée pour l'Egypte ?

Quelle destinée pour la Ligue arabe qui a "violé" la charte qui recommande une solidarité opérationnelle dans le cas où un de ses membres est agressé de l'extérieur ? L'Irak n'est pas devenu démocrate. L'Irak a perdu tout espoir de retrouver un jour une certaine stabilité, même relative ? L'Irak est plus près de la partition que de l'unité du peuple et du territoire. L'Afghanistan n'est plus un Etat, sauf une surface géographique.

Les engagements tout simplement "affectifs" les uns pour les autres dans l'espace maghrébin et dans celui arabe, restent simplement au niveau émotionnel. Autant valable pour l'espace maghrébin que pour l'espace arabe. D'où viennent les obstacles ? Pour une fois, nous risquons de cibler la main étrangère. Alors, il faudrait étudier les relations de chaque pays arabe avec les pays occidentaux en premier lieu. Autonomes les pays arabes qui ont mené la fronde contre la Syrie ? N'y a-t-il pas un transfert de responsabilité des politiques nationales tant dans les domaines des affaires étrangères que de la défense de certains pays arabes vers celle des grandes puissances occidentales ?

Pourquoi les pays arabes se trouvent ils devant une déstabilisation et une insécurité durables ? Pourquoi pas se poser la question des peuples sur le choix qu'ils voudraient opérer quant à l'identification de l'espace géopolitique auquel ils voudraient que leurs pays s'arriment ? Pour ce qui nous concerne, la question ne se pose plus de savoir vers quel espace régional se tourner pour sortir de la crise globale que vit notre pays ? Peut-il exister pour nous un espace géopolitique auquel s'arrimer ? Qu'allons-nous y chercher comment et pourquoi ? Quel espace pourrait-il nous assurer la stabilité, quel espace auquel nous pourrions apporter de la stabilité ?

Dans cette époque où il est dit que les pays arabes entrent dans une phase dite "printemps arabe" supposée amorcer la démocratie dans un contexte où les rapports de force laissent ce processus totalement inachevé et inachevable, installant ces pays dans une déstabilisation continue et durable, peut-on dire que l'espace géopolitique constitué par le monde arabe est celui qu'il nous faudrait chercher pour réussir notre intégration ?

N. B.

CÉRÉALES

La production nationale sera meilleure qu'avant

Selon le directeur de la régulation et du développement de la production agricole auprès du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Chérif Omari, la production nationale de céréales sera, cette année "meilleure" que celle réalisée l'année dernière. "Le stress ressenti dans des wilayas de l'est du pays en matière de production céréalière, a été apaisé par la forte productivité enregistrée dans les régions du centre et de l'ouest du pays", a déclaré mercredi depuis Constantine, le même responsa-

ble, faisant part d'un volume de production devant dépasser les 35 millions de quintaux de céréales, toute variétés confondues, au titre de l'actuelle campagne moisson-battage qui devra prendre fin dans quelques jours. Le même responsable, rappelant que la région est du pays s'est distinguée, au cours de la précédente saison agricole par une production céréalière "significative", a souligné que les conditions climatiques, notamment la faible pluviométrie dans plusieurs wilayas de l'Est ont énormément affecté la production céréalière cette année. Saluant

les efforts déployés par les producteurs et les agriculteurs dans l'amélioration de la production agricole, le directeur de la régulation et du développement de la production agricole, a mis l'accent sur l'importance de l'encadrement technique assuré par l'Etat dans ce domaine. Il a, dans ce sens, rappelé les moyens mobilisés pour la mise en valeur des terres en jachère, le renforcement des systèmes d'irrigation et l'approvisionnement en divers substances et équipements indispensables à l'activité agricole.

Mourad N.

INEXPLOITATION DE L'ABATTOIR RÉGIONAL DES VIANDES ROUGES DE DJELFA

Bouazghi hausse le ton



Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi, a exprimé, mardi à Djelfa, son mécontentement à l'égard de la "non ouverture et la non exploitation" de l'abattoir régional des viandes rouges de Hassi Bahbah (50 km au nord du chef lieu de wilaya) comme prévu. Lors d'une visite d'inspection à cette structure, le ministre a exprimé son mécontentement face à "la non exploitation comme il se doit" de ce complexe, appelant les promoteurs du projet, l'Algérienne des viandes rouges (ALVIAR), à "assumer ses responsabilités et trouver des solutions à cet acquis économique d'importance, auquel l'Etat a consacré des milliards en vue de le rendre réellement opérationnel, car c'est véritablement un projet bénéfique et pour la filière et pour toute la région", a-t-il assuré.

Après s'être interrogé sur le nombre de postes de travail susceptibles d'être générés par ce projet, estimé par les responsables à 115, M. Bouazghi a tenu à relever que son "mécontentement ne concerne pas seulement l'abattoir de Hassi Bahbah, mais concerne également les deux (2) autres complexes similaires dans l'est et l'ouest du pays", sommant ses responsables de trouver des solutions pour le rendre opérationnel.

Le ministre a entamé sa visite de travail dans la wilaya de Djelfa,

par l'inspection du complexe intégré des viandes blanches d'Aïn Oussara (100 km au nord de Djelfa), un investissement privé exploitant des techniques de pointe permettant une capacité d'abattage de près de 2000 dindes et de 6000 poulets/heure. Ce complexe, unique en son genre à l'échelle nationale, est également doté d'une chaîne de traitement de tous les résidus de sa production qui sont transformés en engrais organiques, en plus de l'emballage des viandes blanches suivant des normes de qualité supérieure.

Dans la commune de Benhar (120 km au nord de la wilaya), M. Bouazghi a inspecté une exploitation agricole privée spécialisée en aviculture.

Selon les données fournies sur place par son propriétaire, Tikfa Nadjib, l'exploitation produit près de 1,8 million de poussins/an. Cet investisseur a plaidé, en outre, pour l'impérative exploitation du produit local et de la réduction, voire même l'abandon progressif de l'importation en la matière, qui dépasse, selon lui, la moyenne de production nationale assurée actuellement par les seules wilayas de Djelfa et de Tlemcen.

Le ministre s'est également rendu à l'exploitation agricole des frères Aïssou, dans la même localité, où des explications lui ont été fournies sur un projet, en trois phases, dédié à la filière lait, programmé à la réalisation

dans un délai de 18 mois. Selon ses promoteurs, ce projet devrait assurer, dans sa première phase, la culture de fourrages sur une surface de 20 000 ha dans la commune de Kettara, à l'extrême sud de Djelfa.

La 2ème phase du projet prévoit l'élevage progressif de 15 000 vaches laitières dans la commune de Guernini, assurant la production de près de 135 millions de litres de lait/an. Alors que la 3ème phase, prévue à Aïn Oussara, abritera une unité de production de poudre de lait, en exploitant le lait frais sus-cité qui sera transformé, selon les données fournies par les responsables du projet en question, en un volume global de 16 200 tonnes de poudre de lait dont la contribution est fortement attendue dans la réduction de la facture d'importation de cette matière. Après avoir loué les efforts de ces investisseurs, le

ministre a souligné que la wilaya de Djelfa est dotée d'importantes ressources susceptibles de lui assurer une diversité économique au titre de la stratégie de l'Etat visant à trouver des alternatives aux hydrocarbures, notamment, a-t-il ajouté, par la valorisation des ressources de ce secteur qui peut garantir la sécurité alimentaire du pays.

Interrogé sur les préparatifs et les mesures mises en place en perspective de l'Aïd El Adha (vente de moutons), le ministre a signalé la tenue programmée, demain mercredi, d'une réunion à ce sujet qui verra, a-t-il dit, la prise de toutes les mesures nécessaires, notamment concernant les points de vente prévus dans les grandes villes, le contrôle sanitaire des bêtes, et les missions dévolues en la matière, aux inspections vétérinaires.

Meryem L.

EN TOURNÉE DANS LE MONDE ARABE

Après Bagdad, Messahel à Manama

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, est arrivé, mercredi, à Manama en provenance de Bagdad, pour une visite de travail au Bahreïn dans le cadre de sa tournée dans le monde arabe qu'il mène sur instruction du président de la République, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

M. Messahel, porteur d'un message du président de la République, sera reçu par le Roi Hamed ben Issa Al Khalifa et s'entretiendra avec son homologue bahreïni ainsi qu'avec d'autres personnalités du pays, précise la même source. D'autre part, le ministre des

Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a été reçu par le président de la République d'Irak, Fouad Massoum, auquel il a transmis un message de fraternité du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, indique mercredi un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Le président Massoum a exprimé son "appréciation à M. Messahel pour cette visite qui témoigne de la solidité des liens entre les peuples algérien et irakien et l'attention qu'à toujours portée l'Algérie au règlement de la crise en Irak, dans la voie de la sauvegarde de sa souveraineté et de l'intégrité de son territoire", précise le communiqué. Pour sa

part, le Président irakien a chargé le ministre Messahel de "transmettre au président de la République ses salutations fraternelles et ses sentiments de considération et de respect, ainsi que ses vœux de prospérité au peuple algérien", ajoute la même source. L'audience a porté, également, sur "la situation dans la région et les principaux défis auxquels est confrontée la nation arabe, ainsi que sur la nécessité de tout mettre en œuvre pour y faire face", note le communiqué. Il est utile de noter, que le ministre, a visité, avant de quitter Bagdad, la mosquée Cheikh Abdelkader Al-Jilani, dans laquelle se trouve également le mausolée du Saint Cheikh, indi-

que un communiqué du ministère des Affaires étrangères. M. Messahel a entendu, à cette occasion, les explications de l'imam de la mosquée sur le parcours du Cheikh Al-Jilani, ainsi que sur les différentes installations que comprend ce mausolée, dont la bibliothèque édiflée il y a de cela plus de huit siècles et qui contient des manuscrits uniques notamment du Saint Coran, précise la même source. Cette mosquée constitue un lieu de recueillement pour les nombreux adeptes de la Tariqa al-Qadiriya ainsi qu'une destination de tourisme, rappelle le communiqué.

Hanma B.

ENVIRONNEMENT

La langue au profit du secteur

Un accord a été signé mercredi à Alger entre le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, le Conseil supérieur de la langue arabe et le Haut Commissariat à l'amazighité, pour harmoniser la terminologie environnementale et des énergies renouvelables entre les langues arabe, amazighe et française. Cet accord a été paraphé par le ministre de l'Environnement et des énergies renouvelables, Fatma Zohra Zerouati, le président du Conseil supérieur de la langue arabe,

Salah Belaid, et du secrétaire général du Haut Commissariat à l'amazighité, Si El Hachemi Assad. Ce protocole d'accord vise à élaborer un inventaire lexical des termes employés dans le domaine de l'environnement et des énergies renouvelables, et ce, dans les trois langues arabe, amazighe et française.

A cet effet, une commission, composée de neuf (9) membres représentant ces trois institutions signataires, sera installée dès jeudi pour la réalisation de cet accord. Lors de la signature de cet accord, Mme Zerouati a

insisté sur le caractère pédagogique d'un tel accord: "La langue est un instrument grâce auquel il nous est permis d'appréhender la conscience et le geste écologiques", a-t-elle affirmé en rappelant que "la colonne vertébrale du secteur de l'Environnement est la sensibilisation et la prévention". Pour sa part, M. Belaid a appelé à ce que la culture environnementale soit "une culture du quotidien des citoyens". Dans ce sens, il a avancé que le lexique qui sera produit en vertu de cet accord devrait se baser

sur "des données contextuelles spécifiques à l'environnement algérien".

De son côté, M. Assad a considéré que cet accord s'inscrivait dans le cadre des efforts du gouvernement visant à promouvoir la langue amazighe.

A ce propos, il a indiqué qu'en parallèle de la confection de ce lexique, des sessions de formation et d'encadrement en langue amazighe seront organisées au profit du personnel du ministère de l'Environnement et des énergies renouvelables.

M. N.

SYNDICAT NATIONAL AUTONOME DES PERSONNELS DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE (SNAPAP)

Le SG "salue" l'appel du Premier ministre au dialogue national

LE SYNDICAT national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP) a salué mercredi l'appel du Premier ministre Abdelmadjid Teboune à un dialogue national associant toutes les composantes de la société.

Le secrétaire général du syndicat Belkacem Felfoul a indiqué dans un point de presse à Alger que le SNAPAP "salue l'appel du Premier ministre au dialogue national", affirmant que le secrétariat national a examiné lors de sa dernière réunion les moyens d'une participation effective au dialogue.

Le secrétariat national a décidé, a-t-il ajouté, de "créer trois commissions nationales chargées d'étudier les dossiers relatifs au code du travail, à la loi sur la retraite et à la loi sur la santé. Des rapports seront soumis au Premier ministre", a-t-il précisé.

Evocant les revendications du syndicat concernant ces dossiers, M. Felfoul a souligné "la nécessité de revoir le nouveau code du travail, concernant notamment les restrictions apportées à l'action syndicale, le droit de grève, et les œuvres sociales dont nous exigeons le maintien au niveau de la base".

Concernant la loi sur la retraite, le SNAPAP demande "le maintien de la retraite sans condition d'âge en comptabilisant 32 ans d'expérience".

S'agissant de la loi sur la santé, le syndicat demande qu'elle soit revue par "des spécialistes et des experts, et enrichie à travers un débat national avant de la soumettre au parlement".

M. Felfoul a abordé la question du pouvoir d'achat du citoyen, soulignant la nécessité de retenir "l'option de l'aide ciblée, une responsabilité qui incombe aux communes habilitées à établir la liste des démunis".

Il a évoqué les actions de protestation organisées récemment par la fédération des personnels du secteur des finances affiliée au SNAPAP, appelant le ministre du secteur à "ouvrir un dialogue sérieux" pour trouver des solutions aux problèmes exposés.

Lamia O.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES NON FACTURÉS

Une valeur marchande de 30 millions de DA a été saisie

UNE QUANTITÉ considérable de produits pharmaceutiques non facturés d'une valeur marchande de 30 millions de dinars a été saisie à Sétif, a-t-on appris auprès des services de Sûreté de wilaya.

L'opération, qualifiée de "qualitative", a été effectuée lors d'une descente des éléments de la brigade de recherche et d'intervention (BRI) des services de la police ciblant trois (3) hangars appartenant à un herboriste, ont précisé les services de la police dans un communiqué.

Selon la même source, les produits saisis ont été confiés aux services des Douanes après l'ouverture d'une enquête approfondie par la Police judiciaire sur les circonstances dans lesquelles cette "marchandise" a été introduite sur le territoire national et le circuit de son écoulement.

Les services de police ont procédé à la saisie, entre autres, de 1,3 million de comprimés répertoriés comme stimulants sexuels, 145 000 crèmes, 3 000 sachets de café et 480 boîtes de chocolat ainsi que d'autres équipements, selon le même communiqué. Un dossier concernant cette affaire a été ficelé et transmis aux instances judiciaires compétentes, a indiqué la même source.

Salim H.

POUR UNE ÉCONOMIE DIVERSIFIÉE :

Nécessité de la moralisation de la société et d'un dialogue productif

Professeur des universités,
expert international
Abderrahmane MEBTOUL

Se prévaloir de soutenir le président de la République pour dilapider les deniers publics, pour s'enrichir illicitement, porte atteinte à son image et par là aux institutions de la République. Aussi sans verser dans des règlements de comptes inutiles, devant mobiliser au lieu de diviser, il serait suicidaire pour le pays tant de banaliser la corruption qui constitue une atteinte à la sécurité nationale que de s'attaquer au secteur privé productif tant national qu'international, inscrit comme acteur majeur dans la nouvelle constitution, au nom d'une idéologie dépassée, avec le risque de faire fuir les capitaux. Les prédateurs qui ne contribuent nullement à la création de la richesse nationale, dont le président de la République n'a pas besoin de leurs soutiens, ne représentent qu'une minorité de rentiers, rejetés par la majorité des décideurs que de la population algérienne. Les écho favorables de la soif de la moralisation qui parviennent tant de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud de l'immense majorité de la population doivent être pris en compte. Les partis politiques tant du pouvoir que de l'opposition doivent afficher une position claire à ce sujet s'ils ne veulent pas que le taux d'abstention et de bulletins nuls catastrophique pour la crédibilité de l'Etat ne dépassent celui du 04 mai 2017.

3.- Malgré les importantes potentialités de l'Algérie, la rente des hydrocarbures en anesthésiant tout esprit d'initiative, a largement influencé la nature des régimes et les politiques socio-économiques depuis l'indépendance à nos jours sans avoir réalisé le rêve du 01 novembre 1954 et notamment de la plateforme de la Soummam, un Etat qui survit aux aléas de l'histoire et une économie diversifiée. L'Algérie se cherche toujours. L'Algérie a besoin d'une part d'une réorganisation du système partisans et de la société civile qui joue le rôle d'intermédiation efficace entre l'Etat et la société, évitant de laisser souvent les forces de sécurité confrontées directement aux tensions sociales, et d'autre part pour éviter la léthargie et la stérilité par la mobilisation de tous ses enfants dans leur diversité.

Dans les pays dits démocratiques existent deux à quatre grands partis maximum avec des programmes politiques, sociaux, culturels et économiques. Il faut éviter de s'attaquer non au secondaire, et mais à l'essentiel. Comme doit être opéré la restructuration tant du système partisan que de la société civile avec ces milliers d'associations vivant en majorité de la rente des hydrocarbures souvent instrumentalisées par l'administration lors de différentes élections, étant incapables avec les micros partis de mobiliser la société, réseaux sociaux intermédiaires inefficaces favorisant la confrontation forces de sécurité-citoyens. Dans le même ordre d'idées, il devient urgent d'avoir deux à trois grandes organisations économiques au maximum en unifiant le patronat privé afin qu'il devienne une force économique crédible, évitant son instrumentalisation par le politique, (contre l'octroi de marchés publics en fait la distribution de la rente) assistant à une multitude d'organisations avec des conflits de leadership, cause de la division.

Il s'agit d'intégrer également, d'une manière intelligente, la sphère informelle dominante recelant bon nombre d'entrepreneurs dynamiques. Tout pouvoir a besoin d'une opposition forte organisée avec des propositions productives pour se corriger, devant l'associer dans les grandes décisions qui engagent l'avenir du pays, le monologue étant suicidaire. Par ailleurs, nous devons savoir nous respecter par la tolérance des idées d'autrui et avoir se regroupent un même objectif à savoir le développement économique et social tenant compte de la dure réalité mondiale où toute Nation qui n'avance pas recule forcément. Une loi n'est qu'une loi fusse-t-elle la Constitution, devant être sous-tendue par une nette volonté politique de changement. Il s'agira à l'avenir de consolider le front intérieur : le pouvoir a besoin de dialoguer sérieusement, et l'opposition, a besoin d'être réorganisée autour de grands pôles autour de pro-



grammes précis, doivent travailler ensemble pour les intérêts supérieurs du pays tout en gardant leurs différentes sensibilités.

Dans ce cadre, j'émetts quelques propositions. Facteur essentiel du développement économique et social, il s'agira ensemble de favoriser le développement des LIBERTES, politiques, économiques, sociales et culturelles (dont la liberté des médias), l'implication de la jeunesse et la promotion réelle de la femme à la gestion de la Cité. La corruption qui connaît un niveau inégalée depuis l'indépendance politique qui est une atteinte à la sécurité nationale implique pour son atténuation une totale transparence de l'utilisation des deniers publics, l'unification des institutions de contrôles, indépendants de l'exécutif, et donner de larges prérogatives à la Cour des Comptes, parallèlement au contrôle parlementaire à la société civile. Le pouvoir doit s'engager à respecter les Accords internationaux en la matière contre le blanchiment de l'argent " sale ". Toute personne impliquée ne peut exercer des postes de responsabilité au sein des structures de l'Etat, mais devant différencier l'acte de gestion de la corruption afin d'éviter de paralyser l'initiative des managers. Autres mesures, favoriser le développement local par la régionalisation économique autour de grands pôles régionaux à ne pas confondre avec régionalisme qui impliquera d'importantes réformes institutionnelles (Ministères, secteur économique public - wilayas- APC), la réforme de l'entreprise publique, qui doit se conformer aux normes de rentabilité et promouvoir le véritable secteur privé créateur de richesses et non des prédateurs au cœur du développement.

Le système d'information s'étant effrité, il s'agit de créer un organe indépendant de l'exécutif chargé de la collecte d'information et de la planification straté-

gique. L'impératif stratégique sera entre 2017/2030 la mise en place d'une transition énergétique après avis du Conseil de sécurité, pilotée par le Conseil National de l'Energie et s'engager à à un large débat national concernant le futur énergétique qui engage la sécurité nationale. Face aux enjeux géostratégiques, nous avons trois scénarios. Premier scénario: la dominance du poids des rentiers et la faiblesse de visibilité et de cohérence dans la démarche économique et sociale conduisant à l'échec, qui est réuni dans l'environnement juridique et économique algérien en raison du poids important de la bureaucratie centrale et locale renforcées par les fortes pressions pour revenir aux pressions protectionnistes.

Le second scénario serait le statu quo (neutralisation des rapports de force) qui préparera les conditions de l'échec conduisant également l'Algérie droit au FMI. Le troisième scénario concerne la réussite des réformes dont les conditions sont également contenues dans l'environnement juridique, économique et politique de l'Algérie.

En résumé, dans l'histoire récente de l'Algérie, la question des réformes indispensables pour éviter un retour au FMI horizon 2019/2020, - qu'elles soient économiques, sociales, culturelles ou politiques - a donné lieu, en raison des enjeux qu'elles représentent, à l'élaboration de stratégies antagoniques qui œuvrent à la défense et à la promotion de ces dernières ou, au contraire, à leur blocage et, à défaut, à leur perversion ou à leur ralentissement.

La nouvelle vision stratégique pour éviter le retour au FMI sera de privilégier l'économie de la connaissance et le développement des LIBERTES. Une autre gouvernance s'impose, face à l'épuisement des réserves de change et aux importantes mutations géostratégiques qui s'annoncent notamment dans notre région pour des raisons de sécu-

rité nationale, loin des intérêts personnels et partisans étroits.. Se prévaloir de soutenir le président de la République et son programme qu'ils déforment souvent, pour dilapider les deniers publics, c'est un soutien qu'il rejette au nom de la nécessaire moralité, parce portant atteinte à son image, à la sécurité nationale et par là aux institutions de la République. Que proposent concrètement Pouvoir et Opposition face à d'éventuelles tensions sociales ? Il semble bien qu'existe une unanimité de la majorité silencieuse de la population algérienne consciente du devenir de l'Algérie qu'il y a urgence d'actions concrètes loin des discours et des querelles d'une autre époque entre le Pouvoir et l'Opposition, des débats stériles portant sur le partage de la rente.

L'objectif stratégique doit concilier la modernité et notre authenticité, l'efficacité économique et une profonde justice sociale si l'on veut à terme éviter la marginalisation de l'Algérie au sein de la société mondiale avec d'importantes incidences géostratégiques.

Les partis politiques tant du pouvoir que de l'opposition doivent afficher une position claire à ce sujet s'ils ne veulent pas que le taux d'abstention et de bulletins nuls catastrophique pour la crédibilité de l'Etat, ne dépassent celui du 04 mai 2017. Pouvoir et Opposition doivent s'entendre pour un renouveau national de l'Algérie.

L'Algérie sera ce que les Algériens voudront qu'elle soit. Le mal est en Nous et la guérison dépend avant tout des algériennes et algériens, impliquant un large Front National sans exclusive, tolérant nos divergences d'idées et de propositions concrètes, loin des théories abstraites, source d'enrichissement mutuel.

A. M.
adenmebtoul@gmail.com
(Suite et fin)

BORDJ BOU
ARRERIDJ

ORAN

Ouverture prochainement de près de 70 nouvelles pharmacies privées

Près de 70 nouvelles pharmacies privées seront prochainement ouvertes à travers les différentes communes de la wilaya de Bordj Bou Arreridj, a indiqué, à l'APS, le directeur local de la santé et de la population, Salim Zekrar.

Affirmant que l'opération d'octroi d'agréments pour l'ouverture de ces nouvelles officines a eu lieu en présence de tous les acteurs concernés, dont les partenaires sociaux, le conseil de déontologie et le syndicat des pharmaciens, ce même responsable a précisé que le classement des demandes a été établi en fonction de la date d'émission du dossier, conformément à la réglementation en vigueur.

Dans ce contexte, M. Zekrar a fait savoir que les demandes ont été prises en considération par rapport à l'ancienneté du dépôt de dossier et non en fonction de l'ancienneté du diplôme et ce, en faisant participer tous les acteurs concernés pour plus de transparence afin de dissiper tous les doutes s'agissant du choix des lieux d'implantation des nouvelles officines.

Le directeur de la santé de Bordj Bou Arreridj a, par ailleurs, rappelé que les autorisations d'exploitation de nouvelles pharmacies étaient gelées depuis 2004, et ce, en égard à la saturation enregistrée en la matière, ajoutant que durant cette période, 600 dossiers ont été réceptionnés.

Il a également affirmé que le choix de l'implantation de ces nouvelles pharmacies obéit à des conditions et des lois en vigueur, qui accordent la priorité aux demandeurs dont le dépôt de dossier est le plus ancien.

Cette même source a indiqué, en outre, qu'en cas de dépassement ou de favoritisme dans la répartition des officines à travers les endroits sélectionnés, les détenteurs de dossiers sont conviés à le signaler, le cas échéant, en déposant un recours.

Gaïd Salah poursuit sa visite d'inspection à la 2^e Région militaire

Le général de Corps d'Armée, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), Ahmed Gaïd Salah a procédé mardi à l'inspection de quelques unités au cours de la deuxième journée de sa visite à la 2^e Région militaire, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.



"Au cours de la deuxième journée de sa visite en 2^e Région militaire, M. Gaïd Salah a procédé mardi à l'inspection de quelques unités, où il a tenu une rencontre d'orientation avec les personnels de la région" souligne la même source. "Accompagné du général-major Saïd Bey, Commandant de la 2^e Région militaire, le général de Corps d'armée a présidé, une réunion avec le Commandement, l'Etat-major, les cadres et les éléments de la région, en présence des représentants des différents corps de sécurité, où il a prononcé une allocution d'orientation, diffusée via visioconférence aux différentes unités de la région, au cours de laquelle, il a mis l'accent sur l'importance de cette rencontre qui coïncide avec les festivités commémorant le double anniversaire du 20 août et la journée du Moudjahid, où il a rappelé les actes d'héroïsme de la glorieuse guerre de libération, considérée comme une vraie école qui forgeait des hommes", explique la même source. "La glorieuse révolution libératrice de laquelle vous, générations de l'indépendance et futurs cadres, devez être grandement fiers, constituait une vraie école qui forgeait des hommes de valeur, de ferme conviction et de foi immuable que le sort du colonisateur ne peut être

autre que la défaite et la décadence, et qu'Allah apportera victoire contre les ennemis et que la patrie triomphera". "Tels sont les véritables facteurs de réussite de la révolution de votre peuple et la source de sa force et de son triomphe contre son ennemi colonisateur haineux, discriminatoire et tyrannique. De ces facteurs aussi puise, aujourd'hui, l'Armée nationale populaire digne héritière de l'Armée de libération nationale tous les éléments de sa force, de son développement escompté, et ambitionne avec le soutien et les orientations de son Excellence le président de la République, chef suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale, à réunir tous les facteurs de réussite fidèles aux nobles principes et valeurs nationaux", ajoute le communiqué. Par ailleurs, le Général de Corps d'armée a insisté sur l'importance des aspects de préparation, de planification et de formation pour le renforcement et le développement des capacités de l'Armée nationale populaire. "L'un des multiples éléments porteurs de puissance, dans tous les sens de ce terme, sur lesquels se base l'Armée nationale populaire, est, comme souligné précédemment, le facteur du travail de préparation et d'instruction qui s'articule, à son tour, autour de l'effort de formation. Ceux sont là, deux facteurs clés ayant permis à nos Forces armées d'atteindre les échelons où nous nous trouvons aujourd'hui, à des niveaux de haut rang, qui nous apportent une

fierté méritée, et qui ont donné à notre Armée, de manière factuelle et sur le terrain, l'opportunité d'arriver à un niveau optimal de compétence, de talent et de qualification, et l'ont, réellement et sans rhétorique, placée au rang des grandes et puissantes armées. Une Armée dont les éléments débordent d'amour pour la Nation et de loyauté envers l'Algérie et envers le serment fait à nos valeureux Chouhada, un serment de grandeur inestimable" relève la même source. "A ce titre, le Haut Commandement veille toujours à poursuivre cette démarche pratique, réaliste et ambitieuse adoptée ces dernières années, que ce soit pour le volet du système de formation ou autres volets. Cette démarche dont le contenu doit être non seulement réaliste, rationnel et persévérant, mais aussi avec une vision plus claire et perspicace. Nous la voulons aussi laborieuse et dévouée, et je mets l'accent sur le dévouement dans le travail qui est le moyen idéal pour sa concrétisation sur le terrain", note le général de Corps d'armée.

M. Gaïd Salah a salué à cette occasion, les personnels de l'Armée nationale populaire mobilisés, avec une grande détermination à travers tous les recoins du pays. "Avec cet élan professionnel fructueux, dévoué et ambitieux, je saisis cette occasion, au lendemain de la célébration avec orgueil du 55^{ème} anniversaire de l'Indépendance nationale, pour réitérer que la préservation de ce cher acquis histori-

que, arraché par notre peuple avec armes et feux et suite à d'énormes sacrifices consentis, est un cher et précieux legs que l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale, a prêté serment à conserver et à assumer parfaitement ses responsabilités, grâce à ce que recèle ce trésor recouvré qu'est l'indépendance, comme une grande valeur nationale, pour l'ensemble des personnels de l'Armée nationale populaire". "Ces derniers, de toutes leurs catégories et niveau de commandement, méritent de ma part aujourd'hui tout le respect et la reconnaissance, car ils ont fait preuve à travers leur permanente mobilisation sur tous les remparts du pays, qu'ils sont des fidèles enfants de la Patrie. Grâce à eux, l'Algérie sera toujours à l'abri de toute menace ou dessein maléfique et demeurera préservée par Allah, le Tout-Puissant, gardée par ses fils honorés par le port du message de leur aïeux et qui poursuivront leur honorable parcours, au sein de leur peuple libre, brave et uni" a-t-il encore dit. M. Gaïd salah a écouté, par la suite, les interventions et les préoccupations des personnels de la région. Au niveau de l'Entreprise de construction et de réparation navale à Mers El-Kebir, en compagnie du général-major Saïd Bey, Commandant de la 2^e Région militaire et du général-major Mohamed Larbi Haouli, Commandant des Forces navales, le général de Corps d'armée a supervisé l'inauguration de la corvette "RAIS HASSEN BARBIAR", qui a été réparée au niveau de cette entreprise leader dans ce domaine et qui vient renforcer nos Forces navales par un matériel moderne et consolider la fabrication militaire dans notre pays. Le général de Corps d'armée a inspecté ses différentes composantes, et reçu d'amples explications sur ce navire, avant de visiter, ensuite, les différentes infrastructures et équipements de la base", conclut le communiqué du MDN.

TLEMCCEN

Le téléphérique sera de nouveau opérationnel dans cinq mois

Le téléphérique de Tlemcen, à l'arrêt depuis 2015, sera de nouveau opérationnel dans cinq mois, soit la durée qui reste des travaux engagés par l'entreprise algéro-française de transport par câbles "ETAC", a-t-on appris du directeur des transports de la wilaya.

Ces travaux consistent en le renouvellement des câbles et le changement des télécabines par d'autres plus grandes, a indiqué Attar Noureddine à l'APS, rappelant que ce moyen de transport, inauguré en avril 2009, se trouve à l'arrêt depuis 2015 pour des problèmes de câblages arrivés à terme de leur durée de vie.

Cette opération de réhabilitation devait être effectuée par l'opérateur suisse "Garaventa" qui l'a réalisé. Ce

dernier ayant demandé un montant très élevé, cette opération a été confiée à l'entreprise ETAC qui gèrera le téléphérique une fois réhabilité, a-t-on fait savoir.

Cette entreprise de transport algérien par câbles est une société mixte, détenue à 51 pour cent par l'Algérie et 49 pc par le groupe italo-français POMA, leader mondial du téléphérique, assure la gestion et la maintenance de l'ensemble des appareils urbains de transport par câble du pays, a-t-on ajouté.

Les 51 pc de la partie algérienne sont détenues à 41 % par l'Entreprise de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) et à 10 % par l'Entreprise du métro d'Alger (EMA).

La réhabilitation du téléphérique de Tlemcen est inscrite au titre de la politi-

que de modernisation des télécabines à l'échelle nationale, a encore indiqué le directeur des transports de la wilaya, soulignant "l'intérêt conféré, par ses responsables, à la sécurité des usagers de ce moyen de transport".

Il s'agit là d'un "véritable acquis" pour la wilaya de Tlemcen, au regard de son importance socio-économique et touristique, car en plus du fait qu'il soit un moyen de transport moderne, c'est également un moyen de transport hautement touristique pour le plateau de Lalla Setti qui enregistre un flux important de visiteurs durant toute l'année.

Ce moyen de transport destiné à assurer le transport du centre-ville au plateau de Lalla Setti, un site qui culmine à plus de 800 mètres d'altitude, était géré par

l'entreprise publique de transport urbain de Tlemcen (ETUT). Cet équipement dispose de 11 cabines d'une capacité réelle de 15 personnes avec une rotation d'une durée de 7 minutes, soit une estimation de 1.000 personnes par heure.

La plate-forme de départ est localisée au site du "Grand bassin" ou "Sahridj M'bedda", avec une stations intermédiaire près du lycée "Ibn Zekri" ou Polyvalent, avant d'aboutir au plateau de Lalla Setti, soit une distance de 1.665 m.

La station arrivée du téléphérique est implantée au plateau de Lalla Setti, où un ensemble d'actions d'aménagements ont été réalisées pour améliorer davantage le site et le rendre plus accueillant et attractif.

PRIX DE L'OR NOIR

Le pétrole continue de reculer en Asie

Les cours du pétrole continuaient de reculer mercredi en Asie, les investisseurs doutant des capacités de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) à respecter les quotas de production.

Vers 05h00 GMT, le baril de light sweet crude (WTI), référence américaine du brut, pour livraison en septembre, perdait 14 cents à 49,03 dollars dans les échanges électroniques en Asie. Le baril de Brent, référence européenne, pour livraison en octobre, cédait 20 cents à 51,94 dollars. Plusieurs pays pétroliers, membres ou non de l'Opep, ont achevé mardi une réunion technique à Abou Dhabi au cours de laquelle ils ont promis de respecter des réductions de leur production pour stimuler une remontée des prix, selon un communiqué du cartel pétrolier. L'Opep et d'autres pays partenaires ont décidé fin 2016 de réduire leurs extractions jusqu'en mars 2018 pour limiter l'offre sur le marché mondial et tenter de redresser les cours. "La question du respect par les pays Opep et non Opep de la réduction de leur production reste sujette à caution", a noté Sukrit Vijayakar, analyste chez Trifecta Consultants. "Les prix plus forts encouragent la production de pétrole de schiste américain alors du point de vue des fondamentaux, il n'y a guère de motifs d'optimisme". "Les estimations de la (fédération privée) API sur une baisse significative des stocks hebdomadaires de brut américain n'ont pas encouragé de nouveaux achats", a-t-il également relevé. "Les marchés tiennent compte du fait qu'on approche la fin de la saison propice aux déplacements automobiles" aux Etats-Unis. Le ministère



américain de l'Energie doit publier les chiffres officiels sur l'état des stocks américains dans la journée.

EN ATTENDANT LES STOCKS AMÉRICAINS

La veille, les cours du pétrole ont terminé en légère baisse mardi alors que des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) ont réitéré leur engagement à limiter leur production et avant un rapport sur les stocks de pétrole aux Etats-Unis. Le baril de "light sweet crude" (WTI) pour livraison en septembre, référence américaine du brut, a lâché 22 cents et clôturé à 49,17 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex). Sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre a terminé à 52,14 dollars, en baisse de 23 cents par rapport à la clôture de lundi. Les cours ont oscillé entre pertes et gains tout au long de la séance. Plusieurs pays membres

ou non de l'Opep ont achevé mardi une réunion technique à Abou Dhabi au cours de laquelle ils ont promis de respecter les réductions de production qu'ils se sont imposés fin 2016 pour stimuler une remontée des prix.

Mais la production de certains pays a dépassé les objectifs au cours des derniers mois, laissant émerger des doutes sur la capacité de l'Opep à parvenir à ses fins. Visés, les Emirats arabes unis, l'Irak, le Kazakhstan et la Malaisie ont exprimé leur volonté de coopérer dans les mois qui viennent avec les instances de surveillance pour atteindre l'objectif d'un "respect total" de l'accord, selon un communiqué de l'Opep diffusé à l'issue de la rencontre. "Les rumeurs et déclarations qui sont ressorties de l'Opep, relayées par les grandes agences financières, n'ont pas convaincu les investisseurs, car les plans du cartel pour augmenter le niveau de respect des objectifs se heurte à une hausse de la production de nombreux pays", a cependant estimé

Lukman Otunuga, analyste chez FXTM. "La plus grosse information à ressortir de la réunion a été que l'Arabie saoudite voudrait limiter ses exportations vers l'Asie de 10%", a noté David Madden de CMC Markets.

RAFFINERIES À FOND

L'Arabie saoudite, premier exportateur mondial, a indiqué vouloir réduire ses exportations de pétrole d'au moins 520 000 barils par jour en septembre selon des sources de presse. Toutefois, ont noté les analystes de Commerzbank, "on ne sait pas exactement de quel niveau de référence part l'Arabie saoudite". Ryad avait déjà promis fin juillet de limiter ses exportations en août à 6,6 millions de barils par jour (mbj), contre plus de 7,2 mbj certains mois de 2016. Le marché attendait par ailleurs la diffusion mardi après la clôture des estimations de la fédération professionnelle américaine API sur les niveaux de stocks de produits pétroliers aux Etats-Unis avant les chiffres officiels diffu-

sés mercredi en cours de séance. Selon une médiane des prévisions d'analystes compilées par l'agence Bloomberg, les réserves de brut pourraient avoir reculé de 2,2 millions de barils, celles d'essence de 1,5 million de barils, et celles de produits distillés de 500 000 barils. "Il ne faut pas oublier qu'on s'approche de la fin de la saison des grands trajets en voiture", a rappelé Robert Yawger de Mizuho. "Les raffineries ont fonctionné cet été à des cadences record, mais elles vont ralentir et il ne serait pas surprenant de voir les stocks de brut remonter un peu", a-t-il ajouté. "Les acteurs du marché en sont conscients et hésitent sans doute à faire monter les prix plus franchement face à la baisse des réserves américaines constatées ces dernières semaines", a noté le spécialiste.

RESPECTER LA RÉDUCTION DE PRODUCTION

Plusieurs pays pétroliers, membres ou non de l'Opep, ont achevé mardi une réunion technique à Abou Dhabi au cours de laquelle ils ont promis de respecter des réductions de leur production pour stimuler une remontée des prix, selon un communiqué du cartel pétrolier. "La session tenue à Abou Dhabi avant la présidence des Emirats arabes unis de l'Opep en 2018 a signalé l'engagement fort et ferme des pays (participants) à appliquer les ajustements de production des pays membres de l'Opep et des pays non membres", souligne le texte. Tenue à la demande du comité ministériel de l'Opep chargé de surveiller le respect de l'accord de réduction de la production, la réunion a donné lieu à de nombreuses consultations, selon l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. L'Opep et d'autres pays partenaires ont décidé fin 2016 de réduire leurs extractions jusqu'en mars 2018 pour limiter l'offre sur le marché mondial et tenter de redresser les prix du baril. Les Emirats arabes unis, l'Irak, le Kazakhstan et la Malaisie ont exprimé, durant la réunion d'Abou Dhabi, leur volonté de coopérer dans les mois qui viennent avec les instances de surveillance pour atteindre l'objectif d'un "respect total" de l'accord, selon le communiqué de l'Opep. La réunion extraordinaire d'Abou Dhabi a été présidée par le Koweït et la Russie et s'est tenue en présence notamment de l'Arabie saoudite, premier exportateur mondial d'or noir. Ses conclusions seront présentées lors d'une réunion technique prévue pour le 21 août à Vienne, siège de l'Opep. En attendant l'issue de cette réunion à Vienne, les cours du pétrole new-yorkais se sont légèrement repliés lundi, peinant à se rapprocher du seuil des 50 dollars. Pour la première fois depuis mai, le baril a fait une incursion la semaine dernière au-dessus de la barre symbolique des 50 dollars. La production de certains pays représentés à la réunion d'Abou Dhabi a en dépassé les objectifs fixés au cours des derniers mois, laissant émerger des doutes sur la capacité de l'Opep à parvenir à ses fins d'une réduction de la production.

Siham S.

Farida B.

NORD STREAM2

L'Allemagne défend le projet face à l'UE et aux USA

Les nouvelles sanctions antirusse annoncées par les États-Unis visent directement le projet Nord Stream 2 qui est appelé à doubler la capacité de livraison de gaz russe en Europe, ont estimé des experts allemands dans un entretien avec Sputnik. Après l'annonce par les États-Unis de nouvelles sanctions contre le futur gazoduc russe Nord Stream 2, la Commission européenne a décidé de négocier directement avec Moscou sur ce projet, bien que cela ne soit prévu par aucun document juridique, a indiqué à Sputnik Steffen Ebert, porte-parole de Nord Stream 2. "Nous considérons cette démarche de la Commission européenne comme politiquement motivée. Un accord avec la Russie que veut la commission est parfaitement superflu. Les structures réglementaires et les départements juridiques à Bruxelles ont également constaté qu'il n'y avait aucun vide juridique dans ce cas précis, et que toutes les procédures étaient bien respectées", a déclaré l'interlocuteur de l'agence. L'expert allemand Roland Goetz s'est dit du même avis, en rappelant par ailleurs que les directives du marché gazier européen ne pouvaient être appliquées ni au premier ni au deuxième Nord Stream.

"On ne comprend pas pourquoi une telle procédure devrait être appliquée à Nord Stream 2, alors que pour le premier Nord Stream et les autres projets similaires, notamment Transmed entre la Tunisie et la Sicile ou Galsi entre l'Algérie et la Sardaigne, elle ne l'a pas été", s'est étonné M.Goetz. L'argument officiel majeur de la Commission européenne est que Nord Stream 2 "mine la sécurité énergétique de l'Europe".

Selon la spécialiste allemande en énergie Kirsten Westphal, c'est justement la Pologne qui s'oppose plus que les autres en Europe au projet Nord Stream 2, tout en poursuivant d'ailleurs ses propres intérêts.

"Pour le gouvernement à Varsovie, Nord Stream 2 est en outre une sorte de ressource en politique extérieure", a-t-elle notamment relevé dans une interview accordée au Spiegel Online. Les observateurs constatent que les nouvelles sanctions de Washington contre la Russie incitent l'Europe à acheter du gaz américain cher au lieu du gaz russe bon marché. Selon les médias, l'Allemagne accuse les Américains d'essayer de stopper le pipeline Nord Stream 2 entre la Russie et l'UE pour leur permettre d'exporter leur pro-

pre gaz naturel liquéfié vers l'UE, et la rendre ainsi dépendante des États-Unis.

Défendu par Berlin, Nord Stream 2 est vivement critiqué par plusieurs pays de l'est de l'Europe, Pologne en tête, dans un contexte de tensions géopolitiques entre l'UE et Moscou depuis le conflit ukrainien de 2014. Force est toutefois de reconnaître que Nord Stream 2, en pratique, enterre pour de bon les deux milliards annuels de revenus du transit gazier de l'État ukrainien en faille.

Le projet Nord Stream 2 prévoit la construction de deux tuyaux de gazoduc reliant le littoral russe à l'Allemagne, via la mer Baltique. Sa capacité totale sera de 55 milliards de mètres cubes par an. Le chantier doit être terminé avant la fin 2019. Le coût du projet est évalué à 9,5 milliards d'euros.

En avril 2017, les entreprises énergétiques Engie, OMV, Shell, Uniper et Wintershall ont conclu un accord avec le géant gazier russe Gazprom sur le financement du projet Nord Stream 2. Aux termes de l'accord, les partenaires européens investiront 50% du coût total du projet de 9,5 milliards d'euros. Ainsi, la contribution de chacune des sociétés s'élèvera à 950 millions d'euros.

APRÈS UN REPLI DE L'EURO

Les Bourses européennes terminent en légère hausse

Les Bourses européennes ont terminé en légère hausse mardi, appréciant le repli de l'euro face au dollar après de bonnes statistiques américaines et oubliant les chiffres décevants du commerce extérieur de la Chine.



La publication outre-Atlantique d'un rapport de bonne facture sur les offres d'emplois et la rotation des salariés en mai (JOLTS) a "poussé le dollar plus haut", note David Madden, analyste chez CMC Markets, apportant un peu de répit à l'euro, et dans la foulée aux sociétés exportatrices. L'une des rares informations de la journée a été la publication "de chiffres chinois en deçà des attentes". La Chine a en effet vu son excédent commercial gonfler en juillet, les importations et exportations du géant asiatique connaissant un ralentissement inattendu.

L'EUROSTOXX 50 A AUGMENTÉ DE 0,28%

A la Bourse de Paris, l'indice CAC 40 a pris 0,21% à 5.218,89 points dans un volume d'échanges faible de 2,58 milliards d'euros. Air France-KLM a gagné 0,55% à 12,69 euros, soutenu par une progression de 5,4% du nombre de passagers transportés en juillet par rapport au même mois de 2016. Euronext est monté de 0,95% à 49,76 euros après avoir annoncé la signature d'un nouvel accord pour 10 ans avec LCH SA. Les titres liés au secteur automobile ont fini globalement bien orientés à l'image de Peugeot (+0,69% à 18,20 euros), Renault (+0,16% à 76,08

euros), Michelin (+1,11% à 118,65 euros). Les actions du secteur bancaire ont aussi fini dans l'ensemble dans le vert, à l'exemple de Crédit Agricole (+2,79% à 15,68 euros), BNP Paribas (+0,50% à 68,89 euros). En revanche, Société Générale a perdu 0,63% à 49,96 euros. Nicox a plongé de 25,76% à 9,80 euros. L'indice FTSE-100 de la Bourse de Londres a pris 0,14% à 7.542,73 points, aidé en fin de séance par une baisse de la livre.

Il n'a terminé qu'à quelques points de son plus haut historique atteint le 2 juin dernier (7.547,63 points). Le spécialiste des boissons alcoolisées Diageo a pris 0,46% à 2.534 pence et le groupe publicitaire WPP 0,70% à 1.591 pence. La plupart des valeurs minières ont souffert mardi. Anglo American a gagné 0,15% à 1.312 pence et Rio Tinto perdu 0,33% à 3.625 pence. Les compagnies pétrolières ont été recherchées à l'image de BP (+0,58% à 471,15 pence) et Royal Dutch Shell (action "B", +0,81% à 2.248 pence). Le groupe hôtelier Intercontinental Hotels Group a lui perdu 3,99% à 4.235 pence. L'indice Dax de la Bourse de Francfort a terminé la séance en hausse de 0,28% à

12.292,05 points.

Les valeurs énergétiques ont été sous les feux de la rampe, RWE terminant en tête avec un gain de 1,83% à 18,90, suivi d'Eon (+1,69% à 8,90 euros). Cotée au Mdx, Uniper, la filiale d'Eon exploitant les centrales au charbon et au gaz, a été gratifiée de la plus forte hausse du jour (+3,41% à 18,82 euros). Le groupe de matériaux de construction HeidelbergCement a enregistré la plus forte baisse (-1,45% à 81,63 euros). La Bourse de Bruxelles a fini en hausse de 0,14%, le Bel-20 des principales valeurs terminant la journée à 3.965,63 points. L'indice a été soutenu par le fabricant d'acier inox Aperam, qui gagne 1,06% à 42,42 euros. Le groupe bpost perd 2,03% à 22,95 euros, moins bonne performance de la journée. La Bourse de Milan a terminé quasi à l'équilibre, l'indice FTSE Mib gagnant un petit 0,08% à 22.048 points. Ubi Banca a réalisé la meilleure performance, prenant 1,46% à 4,162 euros. Suivaient Ferrari (+1,34% à 94,75 euros) et Salvatore Ferragamo (+1,24% à 24,49 euros). En revanche, Telecom Italia a perdu 2,09% à 0,8665 euro. La Bourse suisse est restée presque stable. L'indice SMI des valeurs vedettes a clôturé à 9.162,33 points (+0,08%), après une journée sans grande nouvelle du côté des entreprises.

Du côté des poids lourds, le laboratoire pharmaceutique Novartis (+0,49% à 82,45 francs suisses) et le géant de l'alimentation Nestlé (+0,12% à 83,25 francs suisses) ont soutenu l'indice, tandis que le laboratoire pharmaceutique Roche est resté quasi-inchangé (-0,08% à 247,20 francs suisses). Les valeurs bancaires ont en revanche toutes pesé sur l'indice. Le titre de la première banque suisse UBS a chuté de 0,24% à 16,92 francs suisses, tandis que celui de son concurrent Credit Suisse reculait de 0,33% à 15,22 francs suisses.

Le gestionnaire de fortune Julius Baer a terminé sur une plus forte baisse (-0,63% à 55,30 francs suisses). La Bourse de Lisbonne a clôturé à l'équilibre, en légère hausse de 0,02% à 5.276,86 points, tirée par le groupe de BTP Mota-Engil qui a progressé de 1,13% à 2,49 euros. Parmi les bonnes performances du jour, la holding de télécommunications Pharol a grignoté de 0,59% à 0,34 euro et le groupe diversifié Sonac a gagné 0,51% à 0,98 euro. A l'inverse, le groupe de télécommunications NOS a reculé de 0,69% à 5,49 euros et la filiale d'EDP pour les énergies renouvelables EDP Renovaveis a cédé 0,47% à 6,78 euros. La Bourse de Madrid a clôturé en hausse de 0,55%, à 10.734,7 points. Parmi les poids lourds de l'ibex 35, le groupe télécoms Telefonica a pris +1,23% à 9,82 euros et le géant du textile Inditex +1,18% à 34,35 euros.

Toutes les banques étaient en très légère hausse sauf Bankia, en baisse de 0,66% à 4,37 euros. Tecnicas Reunidas (ingénierie pétrolière) perdait aussi 0,66% à 29,31. L'indice AEX des principales valeurs de la Bourse d'Amsterdam a clôturé en hausse de 0,24% à 532,68 points.

A la hausse, l'assureur néerlandais Aegon a augmenté de 1,69% à 4,93 euros et le spécialiste de la sécurité numérique Gemalto a grimpé de 1,50 à 44,32 euros. A la baisse, le groupe de médias et télécoms Altice a perdu 1,94% à 20,72 euros et le groupe de technologies Galapagos a chuté de 0,62% à 63,82 euros.

WALL STREET FINIT EN LÉGÈRE BAISSSE

Wall Street a terminé en légère baisse mardi après des déclarations du président américain Donald Trump ravivant la perspective d'un conflit avec la Corée du Nord, ce qui a mis fin à la série de records du Dow Jones, en baisse de 0,15%. Le Nasdaq a perdu 0,21%. Selon les résultats définitifs, l'indice vedette Dow Jones Industrial Average a reculé de 33,08 points à 22.085,34 points et le Nasdaq, à forte coloration technologique, de 13,31 points à 6.370,46 points. L'indice élargi S&P 500 a perdu 5,99 points, soit 0,24%, à 2.474,92 points. Donald Trump a promis mardi "le feu" à la Corée du Nord si elle continuait de menacer les Etats-Unis sur fond de développement de son arsenal nucléaire.

"C'est ce qui a donné un coup au marché", a commenté Chris Low de FTN Financial. La Bourse de New York était jusque-là hésitante au regard du peu de nouvelles économiques attendues cette semaine. De nom-

breux acteurs de marchés partent en vacances au cours du mois d'août et le nombre plus réduit d'échanges peut contribuer à amplifier les mouvements boursiers. Le Dow Jones a en tous les cas mis fin à sa série de neuf records consécutifs. La Bourse de New York avait pu bénéficier plus tôt en séance du coup de pouce de l'annonce d'un "bond des offres d'emploi" dans le rapport du département du Travail sur les offres d'emploi et la rotation des salariés (JOLTS) en juin, ont relevé les analystes de Charles Schwab.

MICHAEL KORS S'ENVOLE

A l'international, les importations et exportations chinoises ont connu un ralentissement inattendu en juillet, de nature à raviver les interrogations sur la demande intérieure du géant asiatique. Les importations et exportations allemandes ont également reculé en juin. Les prix du pétrole se sont légèrement repliés à New York, en attendant des chiffres sur les stocks américains. Du côté des entreprises, la saison des résultats touche progressivement à sa fin. Parmi celles à avoir annoncé leurs comptes trimestriels depuis la clôture lundi, le groupe de médias CBS a gagné 1,83% à 65,70 dollars après avoir affiché un bénéfice meilleur que prévu et avoir dopé les abonnements à ses services en flux direct (streaming). Ralph Lauren est repassé dans le vert, signe que le redressement du groupe de prêt-à-porter américain est en bonne voie, ce qui a fait flamber le titre de 13,28% à 88,53 dollars. Michael Kors, autre fleuron américain du secteur qui a récemment racheté le chausseur de luxe Jimmy Choo, s'est envolé de près de 21,54% à 45,25 dollars après avoir également annoncé des résultats trimestriels meilleurs que prévu.

Le loueur de voitures Avis a plongé de 9,88% à 30,09 dollars. Le groupe a revu à la baisse ses prévisions de bénéfice pour l'année après avoir souffert d'une flotte trop importante par rapport à la demande des clients au deuxième trimestre.

La chaîne de pharmacies et drogueries CVS a perdu 0,70% à 78,57 dollars après avoir fait mieux que prévu au deuxième trimestre, mais ses prévisions ont déçu les investisseurs.


Le marché obligataire baissait très légèrement: le rendement des bons du Trésor, qui évolue à l'inverse du prix des obligations, à 10 ans montait à 2,260% vers 20H40 GMT, contre 2,253% lundi soir et celui des bons à 30 ans à 2,842%, contre 2,834%.

Ilyas A.

Cotation hebdomadaire des billets de banque du 9 AOÛT 2017

BILLET DE BANQUE	ACHAT	VENTE
US DOLLAR 1 USD	109.6348	109.6498
EURO 1 EUR	128.5029	128.5534
POUND STERLING 1 GBP	142.6608	142.7174
JAPAN YEN 100 JPY	99.8132	99.8632
YUAN HONG KONG 1 CNH	16.3813	16.3842
SWISS FRANC 100 CHF	11364.6522	11367.3854
CANADIAN DOLLAR 1 CAD	86.4287	86.4473
DANISH KRONER 100 DKK	1730.4838	1730.9938
SWEDISH KRONA 100 SEK	1339.7382	1340.4129
NORWEGIAN KRONER 100 NOK	1378.4472	1379.3295
ARAB EMIRAT DIRHAM 1 AED	29.8472	29.8546
SAUDI RIYAL 1 SAR	29.2320	29.2392
KUWAIT DINAR 1 KWD	362.7529	363.5242
TUNISIAN DINAR 1 TND	45.8417	46.3024
MAROCCAN DIRHAM 1 MAD	11.5683	11.6394

Séance de cotation des valeurs mobilières du 09 AOÛT 2017

	Alliance Assurance	420,00	Capitalisation boursière
	EGH El Aurassi	520,00	
Séance de cotation des valeurs du Trésor Rendement maximum 4,79 Rendement minimum 0,00	Saidal	665,00	Indice boursier théorique
	NCA-Rouiba	320,00	1 209,918

TORTURE DE
PRÉSUMÉS
JIHADISTES AU
CAMEROUN

Le Pentagone

lance une enquête

Le Pentagone annonce une enquête au Cameroun après que les forces de ce pays ont été accusées de torturer de présumés jihadistes. L'enquête de commandement devra établir si Africom savait. Le commandement qui chapeaute les opérations militaires américaines en Afrique ne le dit pas exactement en ces termes-là. Il dit plutôt que les enquêteurs devront déterminer si le commandement était au courant, en tout ou en partie, des allégations contenues dans le rapport d'Amnesty. L'ONG signale une centaine de cas de torture dans une vingtaine d'endroits. Amnesty accuse au premier chef la Brigade d'intervention rapide et les services de renseignement. Contacté par RFI, Africom assure que des militaires américains en poste au Cameroun ne l'ont jamais informé d'éventuelles atteintes aux droits de l'homme.

Cette affirmation ne convainc pas Matthew Page, un ancien diplomate américain en poste au Cameroun : " Cette réponse est mensongère. Africom est au courant des allégations d'atteintes aux droits de l'homme au Cameroun qui figurent dans les rapports des agences américaines de renseignement et les rapports que le département d'Etat publie chaque année sur les droits de l'homme au Cameroun. " " Africom, bien entendu, est un commandement basé en Allemagne. Ce qui se passe, au jour le jour, dans un pays comme le Cameroun, notamment au plan militaire, relève plutôt de l'ambassade des Etats-Unis sur place. On y trouve des responsables militaires (l'attaché militaire et d'autres officiers). Le personnel de l'ambassade a donc une très bonne idée de ce qui se passe, surtout l'ambassadeur, qui a été un fervent partisan du régime camerounais et des forces camerounaises dans les discussions internes, au sein du gouvernement américain, alors que les atteintes aux droits de l'homme par les forces camerounaises sont bien connues, et depuis longtemps. Il ne s'agit pas de nouvelles révélations ", ajoute-t-il. La loi américaine empêche le département de la Défense de venir en aide à une armée étrangère qui violerait les droits de la personne.

L'opposition dénonce un piratage du système de comptage des voix

KENYA

L'opposition kényane a affirmé mercredi que les résultats de l'élection présidentielle donnant une large avance au président sortant Uhuru Kenyatta avaient été truqués par des pirates informatiques ayant réussi à prendre le contrôle du système électronique de collecte des résultats.

"L'élection kényane 2017 est une fraude et le piratage a affecté la crédibilité de cette élection. Ces résultats sont faux, c'est une imposture", a accusé lors d'une conférence de presse Raila Odinga, le candidat de la coalition d'opposition Nasa.

M. Odinga a précisé que mardi, en début d'après-midi, des pirates avaient accédé au système électronique de la Commission électorale (IEBC), en utilisant les codes d'accès de Chris Msando, responsable informatique de l'IEBC, dont le corps avait été retrouvé une semaine avant le scrutin, portant des traces de torture.

M. Odinga a affirmé que ces pirates avaient créé "des



erreurs" dans les serveurs de l'IEBC, téléchargeant un algorithme qui aurait permis d'accroître artificiellement le score de M. Kenyatta et de créer un écart automatique de 11 points avec le score de M. Odinga à chaque actualisation des résultats.

Selon le leader de l'opposition, les pirates ont trouvé le moyen d'ajouter ou enlever tout ce qu'ils souhaitaient dans la base de données de l'IEBC.

Toujours d'après lui, ils ont aussi désactivé le système de synchronisation qui garantissait que les résultats remontés des bureaux de vote soient retranscrits automatiquement dans le système électronique.

A l'appui de ses accusations, M. Odinga a publié le registre, en langage informatique codé, des différentes opérations effectuées mardi sur le système informatique de l'IEBC, censé accréditer ses dires.

"Cette attaque contre la démocratie a affecté les résul-

tats de l'élection dans les 47 comtés", a accusé l'ancien Premier ministre. Il a dénoncé une "tentative osée d'enlever aux Kényans leur pouvoir de choisir leurs dirigeants" et une "fraude d'une monumentale gravité".

Selon les résultats publiés mercredi matin par l'IEBC, portant sur plus de 90% des bureaux de vote, M. Kenyatta était crédité de 54,41% des suffrages, contre 44,72% pour M. Odinga, sur un total de 14,2 millions de votes comptabilisés.

L'opposition a publié ses propres résultats, qui donnent M. Odinga en tête avec 8.452.134 voix, contre 7.846.528 pour M. Kenyatta.

Plus tôt dans la nuit, l'opposition avait déjà annoncé contester les résultats provisoires de l'élection. Elle avait alors reproché à l'IEBC de ne pas lui avoir communiqué les procès-verbaux susceptibles de corroborer les résultats transmis

électroniquement et diffusés sur le site internet de la commission.

M. Odinga ne s'est pas étendu sur ce qu'allait être sa stratégie. Il a simplement appelé les gens "à rester calmes". "Je ne contrôle pas le peuple", a-t-il toutefois ajouté.

Vétéran de la politique kényane et candidat pour la quatrième fois à la présidentielle, M. Odinga avait déjà crié à la fraude en 2007 à l'annonce de la réélection du président Mwai Kibaki.

Le Kenya avait alors plongé dans deux mois de violences politico-ethniques et de répression policière, qui avaient fait au moins 1.100 morts et plus de 600.000 déplacés.

En 2013, M. Odinga avait dénoncé des fraudes après la victoire dès le premier tour de M. Kenyatta, en s'appuyant sur la faillite du système électronique. Il avait saisi la Cour suprême, qui avait tout de même validé les résultats.

AFRIQUE DU SUD

Zuma survit à une nouvelle motion de défiance

Le chef de l'Etat sud-africain Jacob Zuma, empêtré dans des scandales à répétition, a survécu mardi à une nouvelle motion de défiance dans un vote au Parlement perçu comme un test sur l'unité du parti présidentiel.

La motion de défiance a recueilli 198 contre, 177 pour et 9 abstentions. Pour être adoptée, elle devait obtenir la majorité absolue des voix (201), dans une assemblée largement dominée par le parti au pouvoir, le Congrès national africain (ANC, 249 sièges).

L'enjeu était de taille mardi: si la défiance avait été votée, Jacob Zuma aurait dû démissionner de la présidence sud-africaine, poste qu'il occupe depuis 2009, et son gouvernement serait tombé.

"Nous avons prouvé une nouvelle fois que l'ANC est le parti du peuple", a déclaré le président Zuma devant le parlement, peu après l'annonce des résultats du vote. "Nous représentons la majorité, l'opposition inonde les médias de propagande selon laquelle l'ANC n'aurait plus le soutien du peuple", a-t-il lancé sous les acclamations de ses partisans.

"Le Parlement a rejeté la tentative de faire tomber le gouvernement", s'est aussi réjoui le groupe parlementaire de l'ANC. "Nous avons toute confiance en nos députés pour faire échouer cette motion et c'est ce que nous avons fait", a-t-il ajouté.

Le principal parti d'opposition, l'Alliance démocratique (DA), a fait part de sa déception. "La majorité de l'ANC a choisi la corruption et le vol plutôt que les intérêts du pays. Les Sud-Africains n'oublieront jamais ce jour".

L'opposition, qui avait déposé la motion, avait un temps pensé rallier suffisamment de députés de l'ANC pour faire chuter le chef de l'Etat, critiqué dans ses propres rangs.

La décision surprise de la présidente du parlement d'organiser le vote à bulletin secret, comme le réclamait l'opposition, avait suscité beaucoup d'espoir côté opposition.

Mais seuls quelques dizaines de députés de l'ANC ont finalement franchi le pas de voter la défiance, insuffisant pour pousser le président vers la sortie.

- "PETIT SUCCÈS" -

Ce vote constituait un test important sur l'unité de l'ANC, en proie à une guerre de clans. Depuis des mois, des voix s'élèvent publiquement au sein du parti contre Jacob Zuma qui accumule les déboires et multiplie les scandales: récession, chômage record (27,7%), abus de biens sociaux, remaniement gouvernemental controversé, suspicion de favoritisme envers une riche famille d'hommes d'affaires, revers historique de l'ANC aux municipales de 2016...

Avant le vote, des vétérans du parti, dont des camarades de lutte de Nelson Mandela, avaient dénoncé "le comportement rapace de ceux au pouvoir", appelant à mots couverts à voter en faveur de la motion de défiance.

L'échec de cette motion "représente un petit succès pour Jacob Zuma", a commenté l'analyste Daniel Silke à l'AFP.

Jacob Zuma, 75 ans, n'a jamais autant mérité son surnom de "président aux neuf vies". Depuis 2015, il a survécu à quatre motions de défiance, trois organisées à main levée et la dernière à bulletin secret.

Mais "la question de l'avenir de Zuma va continuer de miner le parti jusqu'à ce qu'il s'en aille à la fin de son mandat (en 2019) ou avant", a ajouté Daniel Silke.

La "relative mutinerie" dans les rangs de l'ANC, avec la défection mardi de plusieurs députés de la majorité qui ont voté la défiance, "va se répercuter au sein de l'ANC dans les prochains mois", a-t-il prédit.

En décembre, l'ANC doit élire son nouveau leader, qui remplacera Jacob Zuma à la tête du parti. La bataille pour sa succession a déjà commencé entre les pro-Zuma et les réformistes pourfendeurs de la corruption.

Deux noms figurent parmi les favoris pour succéder à Jacob Zuma à la tête de l'ANC: l'actuel vice-président Cyril Ramaphosa, chef des frondeurs anti-Zuma, et Nkosazana Dlamini-Zuma, l'ancienne patronne de l'Union africaine (UA) qui a le soutien du chef de l'Etat, son ex-mari.

Le vainqueur est assuré de devenir président en 2019, si l'ANC remporte les élections générales.

PAR LA SIGNATURE D'UN ACCORD HISTORIQUE

Renault renforce sa présence en Iran

Le constructeur automobile français Renault a signé lundi un important accord en Iran afin de produire à terme 300.000 voitures par an dans ce pays via une co-entreprise qui fera l'objet d'un investissement de 660 millions d'euros.

La nouvelle co-entreprise sera détenue à 60% par Renault, à 20% par l'Organisation pour la rénovation et le développement industriel -- un organisme public iranien -- et par la société privée iranienne Parto Neguine Nasseh pour les 20% restants. "La première phase de cet accord d'une valeur de 660 millions d'euros prévoit la construction de 150.000 voitures" par an, a déclaré Mansour Moazami, le patron de l'Organisation pour la rénovation et le développement industriel. La co-entreprise sera installée à Saveh, à environ 120 kilomètres au sud-ouest de Téhéran, dans une usine déjà existante qui sera développée et modernisée. Elle produira des modèles Renault Symbol et nouveau Duster de Dacia, marque roumaine rachetée par Renault. Les premières voitures ainsi produites seront vendues d'ici un an et demi, a précisé M. Moazami. La seconde phase du projet commencera en 2019 et durera trois ans. A terme, la production des deux modèles Symbol et Duster atteindra 300.000 voitures par an.

PARTENAIRE STRATÉGIQUE

Selon les termes de l'accord, 30% des véhicules et des pièces détachées produites dans cette usine iranienne seront exportées. "Nous sommes heureux de signer cet accord historique (...)



Pour Renault, l'Iran est connu pour sa grande capacité industrielle, ses infrastructures pour l'industrie automobile, les compétences de ses ressources humaines et sa position géopolitique unique", a déclaré Thierry Bolloré, le numéro deux du groupe français, qui a signé l'accord. "Il s'agit d'un contrat unique en termes d'investissement, de transfert de technologie, de localisation, du développement des talents iraniens, de la création d'un centre d'ingénierie et de la production de voitures modernes (...) et d'exportation", a-t-il poursuivi. "Renault a prouvé son engagement avec sa présence sans discontinuité depuis le début de ses opérations en 2004 en Iran et cette signature confirme notre grande intention et engagement pour des opérations à long terme en Iran (...) un partenaire stratégique dans le domaine de l'industrie automobile", a encore ajouté M. Bolloré. Un "accord stratégique" avait été signé en septembre 2016 à Paris entre Renault et le ministre iranien de l'Industrie Mohammad Reza Nematzadeh pour la création de cette nouvelle entreprise commune en Iran.

Le constructeur Renault est déjà présent dans ce pays de 80 millions d'habitants avec une capacité existante de production de 200.000 véhicules par an. "Notre coopération avec nos partenaires historiques Iran-Khodro et Saipa va continuer avec force et se développer" a encore ajouté M. Bolloré. "La signature de cette nouvelle joint-venture confirme les choix stratégiques que nous avons faits dans ce pays et nous ouvre de nouvelles perspectives dans un marché qui devrait atteindre 2 millions de véhicules en 2020 " a estimé Stefan Mueller, membre du Comité Exécutif de Renault, selon un communiqué du groupe. La production automobile devait atteindre cette année 1,6 millions de véhicules. De même, le contrat prévoit que la co-entreprise travaillera "avec quinze entreprises iraniennes pour la fourniture de pièces détachées", selon M. Nematzadeh, qui assistait à la cérémonie de signature. "Nous espérons faire passer ce chiffre à 60 entreprises", a-t-il ajouté. Mais, ces entreprises devront satisfaire les conditions de qualité et de prix généralement déterminantes.

MALGRÉ LES SANCTIONS AMÉRICAINES

Le 21 juin 2016, le concurrent français de Renault, le groupe PSA, avait signé un accord final de co-entreprise avec un de ses partenaires historiques, Iran Khodro, pour produire des Peugeot, scellant son retour industriel dans le pays dans la foulée de la levée de sanctions internationales après l'accord sur le nucléaire iranien. La co-entreprise PSA-Iran Khodro doit déboucher sur une production de véhicules Peugeot 208, 2008 et 301. Depuis l'accord nucléaire conclu en juillet 2015 entre l'Iran et les grandes puissances, les compagnies françaises ont fait un retour en force en Iran. Le groupe français Total, à la tête d'un consortium international avec le chinois CNPCI, a signé début juillet un accord gazier de 4,8 milliards de dollars avec Téhéran pour développer la phase 11 du champ gazier offshore Pars-Sud, situé dans le Golfe. Ces investissements européens se font malgré les pressions des Etats-Unis qui ont adopté depuis de nouvelles sanctions contre l'Iran.

TESLA L'objectif de vente confirmé

Tesla a publié un chiffre d'affaires trimestriel meilleur que prévu et il a confirmé son objectif de 50.000 véhicules livrés au second semestre.

L'action a gagné jusqu'à 5% à 342,1 dollars en après-Bourse.

Le constructeur de voitures électriques, qui a connu des problèmes de production, compte toujours augmenter les livraisons des Model S et Model X au second semestre par rapport aux 47.000 voitures livrées au premier semestre.

Tesla a dit qu'il disposait de plus de trois milliards de dollars de liquidités et quasi liquidités au 30 juin contre quatre milliards à la fin du trimestre précédent et 3,25 milliards un an auparavant.

La marge brute automobile a augmenté à 25% contre 23,6% un an auparavant.

Tesla anticipe une marge brute positive pour la Model 3, son tout nouveau modèle, au quatrième trimestre.

Le chiffre d'affaires a atteint 2,79 milliards de dollars au deuxième trimestre contre 1,27 milliard un an auparavant, porté par les ventes de la voiture haut de gamme Model S et du SUV Model X. Le consensus Thomson Reuters I/B/E/S le donnait à 2,51 milliards de dollars.

La perte nette part du groupe s'est élargie à 336,4 millions de dollars contre 293,2 millions de dollars.

Hors éléments exceptionnels, Tesla a dégagé une perte par action de 1,33 dollar.

POUR SES LIENS AVEC VW

Le président de Basse-Saxe mis en cause

Le ministre-président du Land de Basse-Saxe a démenti dimanche une information de presse selon laquelle il a adouci des propos sur le scandale des émissions polluantes de Volkswagen à la demande du constructeur automobile.

Les accusations de complaisance envers le premier employeur de la région tombent mal pour Stephan Weil qui a perdu vendredi sa majorité SPD-Verts au parlement de Basse-Saxe après la défection d'une élue écologiste, partie rejoindre les rangs de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de la chancelière Angela Merkel.

Dans son édition de dimanche, le journal à grand tirage Bild livre le témoignage d'un employé de VW selon lequel le groupe a "réécrit et atténué" le texte d'un discours que devait prononcer Stephan Weil au parlement régional en octobre 2015, un mois après l'éclatement du scandale des moteurs diesel truqués. "Ce n'était pas du fact-checking", dit l'employé cité par le journal.

Dans ce discours, Stephan Weil a présenté VW comme le "fleuron de l'industrie allemande" mais des passages ont été

supprimés, y compris une phrase dans laquelle il demandait que les dirigeants du groupe soient tenus pour comptables du scandale "quelle que soit leur place dans la hiérarchie".

"Ces allégations sont totalement infondées", a déclaré Stephan Weil dimanche à des journalistes. "Le coeur du texte est resté complètement inchangé."

Stephan Weil a expliqué avoir effectivement demandé à VW de vérifier les faits cités dans le discours compte tenu du caractère sensible des négociations "difficiles" alors en cours avec les autorités américaines concernant les trucages de tests d'émissions polluantes.

Il a ajouté que certaines modifications avaient été apportées, d'autres non. Ses services ont publié deux versions du texte pour appuyer son propos.

Stephan Weil, qui siège au conseil de surveillance de VW, a en outre rappelé qu'il avait fortement critiqué la direction du groupe pour ne pas avoir communiqué sur les négociations qui se sont déroulées en secret pendant un an aux Etats-Unis avant que l'affaire n'éclate.

LOBBY

Un porte-parole de VW a quant à lui déclaré qu'il était fréquent que les membres du conseil de surveillance du groupe coordonnent leurs déclarations. "Chaque membre du conseil de surveillance a une obligation vis-à-vis des intérêts de l'entreprise et (...) doit adhérer aux principes de confidentialité du groupe", a-t-il dit par email. Oliver Schmidt, un ex-cadre dirigeant de VW, a plaidé coupable vendredi devant un tribunal fédéral de Detroit en lien avec le scandale qui a coûté plus de 20 milliards d'euros au constructeur de Wolfsburg.

La polémique sur les discours de Stephan Weil relu par VW intervient sur fond de controverse sur les liens entre l'industrie automobile allemande et la classe politique, accusée de ne pas avoir agi plus tôt face au scandale des moteurs truqués.

L'opposition et les associations de défense de l'environnement accusent le gouvernement d'avoir cédé à la pression des constructeurs lors du "sommet sur le diesel" du 2 août à Berlin, qui s'est conclu par la promesse de mesures qu'elles jugent trop limitées pour combattre la pol-

lution. Le Bild am Sonntag cite les cas de six actuels ou anciens responsables gouvernementaux, parmi lesquels le ministre des Affaires étrangères Sigmar Gabriel, qui occupent ou ont occupé des fonctions en lien avec l'industrie automobile.

Le lobbyiste en chef de Daimler, Eckart von Kladden, a travaillé à la chancellerie sous Angela Merkel jusqu'en 2013. Son départ brutal pour la maison mère de Mercedes avait suscité l'ouverture d'une enquête du parquet de Berlin et l'établissement de nouvelles règles sur le pantouflage, rappelle le journal dominical. Thomas Steg, chargé des relations extérieures de VW, a été porte-parole du gouvernement de Basse-Saxe pendant sept ans jusqu'en 2009.

Matthias Wissmann, ministre fédéral des Transports entre 1993 et 1998, dirige depuis 2007 la fédération automobile allemande VDA. Pour Cem Özdemir, président du parti des Verts, les liens entre le monde politique et l'industrie automobile "nuisent à l'image de l'Allemagne" dans le monde et représentent une "menace pour les fondements de notre économie de marché".

MAROC

RÉFÉRENDUM
CONSTITUTIONNEL
EN MAURITANIE

**Appel à
résoudre les
désaccords de
manière
pacifique**

Suite à la publication des résultats du référendum portant sur les modifications de la Constitution de la Mauritanie, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé tous les Mauritaniens à "travailler ensemble pour approfondir l'Etat de droit et promouvoir la cohésion sociale et l'unité nationale".

Le référendum qui prévoit un changement du drapeau du pays et la suppression du Sénat a été organisé samedi dans l'ensemble du pays. Il a été approuvé à 85% des voix avec un taux de participation de près de 54%, selon les informations communiquées dimanche par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et rapportées par les médias.

Selon les informations publiées dans la presse, plusieurs sénateurs refusent de prendre en compte les résultats du référendum et comptent continuer à exercer leurs mandats parlementaires.

"Le secrétaire général encourage toutes les parties prenantes à veiller à ce que les désaccords soient traités pacifiquement dans les limites de la loi et le respect des droits à la liberté de réunion et d'expression", a dit son porte-parole, Stéphane Dujarric, dans une déclaration publiée mardi.

Avant la tenue du référendum, plusieurs manifestations pacifiques quotidiennes appelant au boycott du vote avaient été dirigées par des hommes politiques de l'opposition.

Le Hirak, perd un de ses militants lors d'une manifestation

Blessé à la tête lors de la manifestation du soutien aux prisonniers du Hirak du 20 juillet à Al Hoceima, le jeune militant du mouvement rifain "Hirak" Imad Attabi (25 ans) est mort mardi dans un hôpital militaire à Rabat.

Rappelons que la manifestation était violemment réprimée par les services de sécurité, déployés en force dans la ville. Selon un communiqué du procureur du roi, Imad Attabi est mort mardi à l'hôpital militaire de Rabat. "Suite au communiqué publié par le parquet général près la Cour d'appel d'Al Hoceima datant du 21 juillet 2017 à propos de l'affaire de M. Imad Attabi, qui était grièvement blessé au niveau de la tête et transféré à l'hôpital militaire de Rabat pour recevoir les soins nécessaires, le procureur général du Roi près la Cour d'appel d'Al Hoceima annonce que le concerné est décédé ce mardi dans l'hôpital précité". Le procureur du roi au tribunal de première instance d'Al Hoceima avait chargé la Brigade nationale de la police judiciaire (BNPJ) d'ouvrir une "enquête pour élucider les circonstances de cet incident, déterminer les responsabilités et prendre les mesures juridiques qui s'imposent", ajoute le



même communiqué. C'est la BNPJ qui avait été chargée de montrer des dossiers à charge contre les militants du Hirak, dont Nasser Zefzafi, leader du mouvement.

VIOLENTS AFFRONTEMENTS

Le 20 juillet dernier, à l'appel d'ONG et de partis de la gauche marocaine, et en dépit de l'interdiction de la marche de soutien aux militants emprisonnés du Hirak, des dizaines de milliers de personnes avaient convergé jeudi 20 juillet vers Al Hoceima. Autant des villes et villages environnants, que de tout le Maroc, en soutien aux militants emprisonnés du "Hirak" et pour demander leur libération et la fin de la répression dans le Rif.

De leur côté, les forces de sécurité, policiers, forces auxiliaires (une sorte de gardes communales, les fameux M'khaznia) et gendarmes avaient été déployés en grand nombre dans

et autour d'Al Hoceima.

Au cours de cette manifestation organisée en commémoration de la bataille d'Anoual (juillet 1921) menée par le rifain Abdelkrim Khattabi, il y a eu des affrontements, des jets de grenades lacrymogènes, des manifestants violemment chargés par les forces de sécurité. Il y a eu également de nombreux blessés, évacués à l'hôpital de la ville. Mais, l'un d'entre eux, l'activiste Imad Attabi, avait été grièvement atteint à la tête, et transporté à l'hôpital militaire de Rabat. Une source au sein de cet hôpital avait confié à "Alyoum 24", que "son rythme cardiaque est très faible" et "qu'il respire à l'aide d'appareils médicaux d'assistance respiratoire". Attabi "est en salle de réanimation et se trouve dans un état comateux. Son état est très grave", ajoute la même source. Agé de 25 ans, Imad Attabi, avait été évacué dans la nuit de jeudi à vendredi (20-21 juillet) à bord d'un héli-

coptère du ministère de la Santé depuis l'hôpital Mohammed V d'Al Hoceima où il a été admis en urgence suite à une blessure à la tête près de la place Mohammed VI, lors d'affrontements entre manifestants et policiers. Citant les autorités locales, l'agence officielle "MAP" avait rapporté vendredi 21 juillet qu'"une personne se trouvant dans un état comateux et portant une blessure au niveau de la tête due, selon les premières données, à des jets de pierres, a été transférée, jeudi soir, dans des circonstances indéterminées à l'hôpital Mohammed V à Al Hoceima". La préfecture de la province d'Al Hoceima avait fait état de 83 personnes blessées, dont "72 éléments des forces de l'ordre et 11 manifestants". Des sources locales proches des organisateurs de la marche, indiquent que de nombreux blessés n'ont pas été évacués vers les structures sanitaires, de peur d'être arrêtés.

TUNISIE/ETATS-UNIS

Jhinaoui s'entretient avec l'ambassadeur américain

Le ministre des Affaires étrangères, Khemaïes Jhinaoui a examiné, mardi, avec l'ambassadeur des Etats-Unis à Tunis, Daniel Rubinstein, les moyens de mettre en application les résultats de la récente visite du Chef du gouvernement, Youssef Chahed, à Washington. Le chef du gouvernement, Youssef Chahed, avait effectué, du 10 au 12 juillet dernier une visite de travail et d'amitié à Washington.

Selon un communiqué du département des Affaires étrangères, la rencontre a également planché sur les prochaines

échéances bilatérales dont notamment la 3e phase du dialogue stratégique tuniso-américain prévue prochainement à Washington.

La deuxième phase du dialogue stratégique tuniso-américain s'était tenue en novembre 2015 à Tunis.

D'après le même communiqué, la rencontre a également donné lieu à un tour d'horizon de l'ensemble des questions régionales et internationales.

A ce propos, les deux parties ont évoqué le dossier libyen et les efforts déployés pour rapprocher les vues entre

les différents protagonistes libyens pour trouver une solution politique globale à cette crise.

Au cours de cet entretien, le chef de la diplomatie tunisienne s'est félicité des étroites relations établies entre la Tunisie et les Etats Unis, formant le souhait de voir l'administration américaine apporter un soutien plus conséquent à la Tunisie.

De son côté, le diplomate américain a renouvelé l'engagement de son pays à poursuivre son appui à la Tunisie et à l'aider à sous-tendre ses efforts visant à relever ses défis économiques et sécuritaires.

TUNISIE

L'UNICEF promet de soutenir le pays en matière d'éducation

Le directeur régional du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) pour la région MENA (Moyen-Orient et l'Afrique du Nord), Geert Cappelaere, a réaffirmé, mardi 8 août, l'engagement de l'agence onusienne à appuyer les efforts de la Tunisie pour garantir un meilleur niveau d'éducation à tous les enfants du pays. Reçu à Tunis par le ministre des Affaires étrangères, Khemaïes Jhinaoui, Cappelaere a saisi l'occasion pour saluer les progrès remarquables réalisés par la Tunisie en matière des droits de l'enfant. Au cours de cette rencontre, Jhinaoui a mis l'accent sur l'importance de la coopération avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), tout autant qu'avec les différentes agences onusiennes spécialisées, l'objectif étant de relever les défis inhérents à l'enfance et à l'éducation et plus particulièrement en matière d'amélioration de la qualité du système éducatif et de la lutte contre le décrochage scolaire.

Plus de 50% de femmes dans les médias

Le taux des femmes journalistes a dépassé les 50% de l'ensemble du personnel exerçant dans le secteur des médias, a indiqué, mardi, Faouzia Ghiloufi, membre du bureau exécutif du Syndicat national des journalistes tunisiens en charge des Affaires sociales. "Même si elles n'ont pas encore accédé

aux postes de décision, il n'en demeure pas moins que ces femmes journalistes ont réalisé un saut qualitatif durant ces dernières années", a-t-elle estimé lors d'un point de presse organisé par l'Union nationale de la femme tunisienne (UNFT) à l'espace 13 août à Tunis. Citant l'exemple de la radio tunisienne, la syndicaliste

a fait savoir que le taux des femmes journalistes occupant un poste de décision dans cet établissement s'élève à 35% de l'ensemble des journalistes. La présidente de l'UNFT Radhia Jerbi a pour sa part mis l'accent sur la violence économique exercée à l'encontre de la femme journaliste, évoquant notamment la discrimination

salariale hommes-femmes. Par ailleurs, elle a mis en garde contre toutes les tentatives visant à empêcher ces femmes d'accéder aux postes de décisions, ainsi que contre la violence morale exercée à leur rencontre lors de l'exercice de leur fonction "et dont le danger réside principalement dans la difficulté à la prouver".

FRANCE

Le déficit commercial se creuse au 1^{er} semestre

Le déficit commercial de la France s'est à nouveau creusé en juin sur fond de ralentissement des échanges, contribuant à porter le déficit cumulé au cours du premier semestre à son plus haut niveau depuis le premier semestre 2012.



Selon les statistiques CVS/CJO publiées par les Douanes, le déficit de juin s'est établi à 4,7 milliards d'euros, en hausse par rapport au déficit de mai, qui a été revu à 4,4 milliards d'euros contre 4,9 milliards en première estimation.

Sur les six premiers mois de 2017, le déficit cumulé atteint 34,4 milliards contre 23,0 milliards au cours du premier semestre 2016, un plus haut depuis le premier semestre 2012.

Le début de l'année a notamment été pénalisé par des livraisons d'Airbus en berne et l'alourdissement de la facture énergétique, conduisant le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, à qualifier d'"extraordinairement préoccupants" les chiffres du commerce extérieur, dans un entretien publié le mois dernier dans Les Echos. Au cours du premier semestre, la croissance des importations est restée dynamique (+4,4%, après +3,1% au deuxième semestre 2016 et -0,9% au premier semestre 2016).

Le rythme de croissance des exportations a en revanche ralenti (+1,3%, après +2,0% au deuxième semestre 2016 et -1,2% au premier semestre 2016).

"POINT FAIBLE"

Pour Philippe Waechter, chef économiste de Natixis AM, cette accélération des importations sans effet majeur sur les exportations depuis le printemps dernier est "un peu préoccupante". "On n'a pas le sentiment que l'exportation française en moyenne a bénéficié de l'accélération du commerce mondial", a-t-il déclaré à Reuters. Selon lui, la dynamique ne va pas se modifier fondamentalement au cours des prochains mois. Les exportations vont probablement s'améliorer - au vu de la progression du sentiment des chefs d'entreprise sur les commandes à l'export dans les enquêtes de conjoncture ces derniers mois - mais la croissance va parallèlement tirer les importations à la hausse.

De son côté, l'Insee a estimé dans sa note de conjoncture de juin que la combinaison d'un rebond des exportations et des importations vigoureuses permettrait au commerce extérieur de moins pénaliser la croissance cette année qu'en 2016 : après avoir plombé l'activité l'an dernier, avec une contribution négative de 0,8 point, il ne devrait amputer la croissance que de 0,3 point cette année. Mais "la capacité de rebond des exportations" et "la capacité de l'économie française à bénéficier de l'amélioration de l'environnement international" figurait au rang

des aléas mis en avant sur ces prévisions. Sans compter que l'appréciation de l'euro depuis le début de l'année - qui s'est accentuée ces dernières semaines - pourrait pénaliser les exportations. En résumé, "le commerce extérieur reste un point faible de la conjoncture française, pour des raisons liées à une incapacité à exporter des produits de qualité", estime Philippe Waechter. Dans le détail, sur le mois de juin, les importations ont atteint un montant de 43,8 milliards, soit une baisse de 2,0% par rapport à mai. Les exportations ont également reflué - accusant notamment le contrecoup de la livraison du paquebot Meraviglia en mai - et s'inscrivent en recul de 2,8% à 39,2 milliards d'euros. Le déficit des seuls produits manufacturés a atteint 3,98 milliards d'euros contre 3,40 milliards en mai. Le mois de juin a été marqué par une moindre performance d'Airbus, les livraisons du mois de l'avionneur représentant un total de 2,68 milliards d'euros (31 appareils) contre 2,93 milliards (32 appareils) un mois plus tôt. "La performance du mois souffre à la fois de la comparaison au résultat du mois précédent et à ceux des mois de juin des deux années antérieures (respectivement 3,314 et 2,850 milliards en juin 2015 et 2016), ce qui renforce l'impact du repli mensuel en données corrigées des variations saisonnières", soulignent les Douanes. Par zones géographiques, le déficit avec les pays hors Europe s'est creusé à 3,16 milliards d'euros en juin (2,59 milliards en mai). Celui avec les autres pays de l'Union européenne s'est réduit à 3,21 milliards (contre 3,45 milliards en mai). Avec la seule zone euro, il s'est inscrit à 3,38 milliards contre 3,09 milliards un mois plus tôt.

PHILIPPE RECONNAÎT UN "SUJET" DE COMPÉTITIVITÉ

Edouard Philippe a reconnu mercredi qu'il y avait "un sujet" sur la compétitivité française à l'heure où le déficit commercial se creuse encore lourdement, en défendant la politique de baisse d'impôt et d'économies budgétaires de l'exécutif, destinée à éviter une France "engoncée" et qui "ne bougerait plus". "On va d'abord tailler dans les impôts. C'est-à-dire qu'on va baisser les impôts", a confirmé le Premier ministre, interrogé sur RTL sur sa stratégie économique et budgétaire.

"Nous pensons qu'il y a un sujet de trop grande pression fiscale dans ce pays, que cette fiscalité nuit à la compétitivité des entreprises et du pays en général. Vous avez vous-même dans une chronique d'une grande clarté indiqué qu'il y avait un sujet sur la compétitivité de l'économie française, notamment sur le commerce extérieur", a-t-il poursuivi. Le déficit commercial de la France s'est alourdi de près de huit milliards d'euros au cours du premier semestre, avoisinant les 34 milliards d'euros, avec un regain de croissance qui s'est traduit par une hausse des importations. "Nous voulons donc faire en sorte que l'économie reparte, reparte encore plus vite qu'aujourd'hui, qu'on ne soit pas comme engoncés dans un pays qui ne bougerait plus et qui se contenterait d'une croissance molle et de gérer au jour le jour une situation qui se dégraderait", a justifié le chef du gouvernement, qui vient d'envoyer lundi à ses ministres ses premières lettres de cadrage budgétaires pour 2018. S'il a confirmé sans surprise les diverses baisses d'impôt déjà annoncées par l'exécutif (réforme de l'impôt sur la fortune, baisse de l'impôt sur les sociétés, prélèvement forfaitaire réduit sur l'épargne...), le Premier ministre est resté plus vague sur les grands choix budgétaires de la rentrée pour 2018.

"Il y aura des efforts partout mais un budget ça traduit des choix", a-t-il dit, promettant un budget "ambitieux". Il y aura "plus de moyens à la défense car nous vivons dans un monde dangereux, plus à la justice", a-t-il répété. Le Premier ministre a également défendu l'annulation de crédits budgétaires pour 2017, en soulignant qu'il s'agissait de crédits qui avaient déjà été "gelés". "Je suis fasciné que certains députés socialistes viennent nous reprocher d'annuler des crédits gelés, alors que gouvernement de l'an passé a fait la même chose", a-t-il dit.

DÉFICIT BUDGÉTAIRE EN HAUSSE

Le déficit du budget de l'Etat français s'élevait à 62,3 milliards d'euros fin juin, en légère hausse (464 millions) par rapport à la même période il y a un an, selon les données publiées mardi par le ministère de l'Action et des Comptes publics. Au 30 juin, les dépenses (budget général et prélèvements sur recettes) s'établissaient à 201,5 milliards d'euros contre 193,9 milliards un an plus

tôt, soit une hausse de 3,9% (2,9% à périmètre constant) par rapport à fin juin 2016. Le ministère souligne dans un communiqué que, "au-delà des évolutions inscrites en loi de finances initiale, le mois de juin présente un ressaut lié au décalage calendaire de comptabilisation de subventions à des établissements publics, en avance d'un mois cette année pour 3,5 milliards d'euros". A la même date, les recettes s'élevaient à 160,2 milliards d'euros, contre 155,1 milliards, une progression de 3,3% à périmètre constant (+2,9% à périmètre courant). Les seules recettes fiscales nettes ont progressé de 3,9% rapport au premier semestre 2016, cette évolution étant principalement alimentée par une hausse de 5,2% (à 74,6 milliards d'euros) des recettes de TVA. Les recettes non fiscales ont en revanche plongé de 37,2% à 3,0 milliards d'euros par rapport à juin 2016 en raison de la baisse du produit des amendes prononcées par l'Autorité de la concurrence et de la "non-reconduction de la recette constatée en janvier 2016 au titre des redevances d'usage des fréquences radioélectriques". Le solde des comptes spéciaux est déficitaire de 20,9 milliards contre 23,0 milliards fin juin 2016, mais il "n'est pas significatif à ce stade de l'année", précise le communiqué. En 2016, le déficit de l'Etat s'est élevé à 69,0 milliards d'euros. Pour 2017, la loi de finances l'anticipe en légère hausse, à 69,3 milliards d'euros.

AU PRINTEMPS, LE TOURISME A FAIT MIEUX

La fréquentation touristique a continué de se redresser en France au printemps et dépasse désormais les niveaux enregistrés en 2015, avant les attentats.

Le nombre de nuitées dans les hébergements collectifs touristiques (hôtels, campings, résidences de tourisme, villages de vacances, etc.) a progressé de 10,2% au deuxième trimestre, sur un an, d'après des chiffres de l'Insee publiés mardi. Cette progression, pour le troisième trimestre consécutif, repose à la fois sur la progression de la clientèle française et le retour des étrangers. Portée par une belle météo et un calendrier scolaire favorable, elle permet de tourner la page d'une année 2016 catastrophique. Fortement touchée par les attentats de Paris en novembre 2015 et de Nice en juillet 2016, la fréquentation touristique avait commencé à se redresser en France au quatrième trimestre de l'an dernier (nuitées en hausse de 3,9% sur un an), puis au premier trimestre 2017 (+1,1%). La progression s'est accélérée au printemps "et fait plus que compenser le net repli enregistré un an plus tôt (-5,3%) durant la période post-attentats". L'Insee comptabilise 107,1 millions de nuitées au deuxième trimestre et souligne que ce chiffre "dépasse de plus de 4% celui du deuxième trimestre 2015".

PARIS EN TÊTE

"La hausse est particulière-

ment marquée dans l'agglomération parisienne (+12,6% dans les hôtels et +27,6% dans les autres hébergements touristiques). De plus, la fréquentation des campings en début de saison atteint un record historique (+18,7%)", souligne l'Insee. Pour Didier Arino, du cabinet d'études Protourisme, ces chiffres sont à relativiser. "On parle de nuitées touristiques, ce n'est pas du chiffre d'affaires", souligne-t-il. La croissance des ventes pour l'hôtellerie en France se situe plutôt autour de 3,5% au premier semestre, selon lui, car, parallèlement à la hausse de fréquentation, "le prix des chambres a baissé". S'il reconnaît que "le printemps a été très bon" et que "l'effet attentat s'estompe", il prévient que le mois de juillet s'avère "extrêmement décevant". "Bon nombre de gens qui ont pris des vacances en France au printemps sont ensuite partis à l'étranger", estime-t-il. "Il a manqué les réservations de dernière minute", notamment sur la côte atlantique où la météo a été mitigée.

LES CAMPINGS À LA FÊTE

Il constate aussi que les vacanciers dépensent moins. Leur "budget est en baisse de 100 euros en moyenne", faute de pouvoir d'achat. Du coup, les restaurateurs souffrent, subissant une baisse de 15 à 25% de leur chiffre d'affaires sur le littoral atlantique et languedocien, selon Protourisme. Cependant, le mois d'août est "plutôt bien réservé", notamment sur la Côte d'Azur, ce qui pourrait sauver la saison estivale, d'après M. Arino. Il souligne aussi la "poussée considérable de la location entre particuliers", un marché non pris en compte par les statistiques de l'Insee mais qui enregistre "une croissance à deux chiffres". Ainsi, la plateforme Airbnb enregistre 50% de progression cet été en France, avec 2,5 millions d'arrivées de voyageurs. "C'est plus que nos prévisions de début juillet (pour l'été) alors qu'il reste encore 3 semaines en août", précise une porte-parole de l'entreprise. Alain Faveau, président du groupement de campings haut de gamme Sunelia, confirme la belle santé de l'hôtellerie de plein air, tirée selon l'Insee par l'activité des hébergements les mieux classés (+24,2% de nuitées au deuxième trimestre pour les 4-5 étoiles). "On a fait un très bon printemps, avec une hausse du chiffre d'affaires de 16%", se réjouit M. Faveau, qui précise que Sunelia affiche complet pour juillet et août, "comme l'an dernier". Il constate "une augmentation de la clientèle étrangère" notamment belge. Les chiffres publiés mardi confortent la prévision du ministre du Tourisme, Jean-Yves Le Drian, qui avait affirmé en juillet que "la France pourrait atteindre 88 à 89 millions de touristes étrangers en 2017, soit une hausse de 5 à 6%" par rapport à 2016. Le gouvernement se fixe l'objectif ambitieux d'accueillir 100 millions de visiteurs étrangers en France en 2020.

Mustapha S.

ETATS-UNIS/CORÉE DU NORD

Hausse des tensions entre les deux adversaires

Alors que le président américain Donald Trump a promis au régime nord-coréen "le feu et la colère", la Corée du Nord a averti mercredi qu'elle pourrait tirer des missiles près de l'île américaine de Guam, dans le Pacifique.



Pyongyang a déclaré qu'actuellement, elle étudie avec attention le plan opérationnel afin de faire feu sur les zones situées autour de Guam avec une fusée balistique à portée intermédiaire Hwasong-12", selon l'agence officielle nord-coréenne KCNA. Ce plan sera finalisé et pourrait être mis en œuvre "à tout moment, dès que Kim Jong-Un, le commandant suprême de la force nucléaire de la DPRK (Corée du Nord) le décidera", a ajouté l'agence. Guam est un territoire non incorporé organisé des Etats-Unis, qui compte une base navale et une base militaire américaine. Quelques heures auparavant, Donald Trump avait lancé une spectaculaire mise en garde contre le régime communiste, lui promettant "le feu et la colère". "La Corée du Nord ferait mieux de ne plus proférer de menaces envers les Etats-Unis", a déclaré le président américain depuis son golf de Bedminster, dans le New Jersey, où il passe des vacances. Les menaces, si elles se poursuivaient, "se heurteront au feu et à la colère", a-t-il ajouté, promettant une réaction d'une ampleur "que le monde n'a jamais vue jusqu'ici". Le contexte s'est encore alourdi mardi avec des révélations du Washington Post sur les progrès réalisés par les Nord-Coréens dans leur programme nucléaire. Le régime communiste a réussi à adapter suffisamment la taille de ses têtes nucléaires pour pouvoir les placer sur ses missiles intercontinentaux et ainsi faire peser la menace d'une attaque nucléaire sur la première puissance mondiale, selon les conclusions d'un rapport confidentiel achevé le mois dernier par l'agence américaine de renseignement militaire, la DIA, et révélées mardi par le journal. Grâce à cette capacité, le régime communiste deviendrait une puissance nucléaire à part entière, en mesure de réaliser l'objectif affiché par le leader Kim Jong-Un: frapper les "salauds d'Américains".

BRAS DE FER DIPLOMATIQUE
Pour l'heure, le régime de Pyongyang a testé plusieurs engins atomiques et a réussi deux lancements de missiles balistiques intercontinentaux, capables de frapper les Etats-Unis. Mais sa capacité à miniaturiser suffisamment une bombe atomique pour la placer sur l'un de ces lanceurs était encore en doute. Les analystes et autres membres du renseignement

étaient, jusqu'ici, convaincus que malgré les dix ans écoulés depuis le premier test nucléaire de Pyongyang en octobre 2006, la Corée du Nord était encore à quelques années de savoir maîtriser le processus de miniaturisation. Mais selon le rapport daté du 28 juillet, dont un extrait a été lu au Washington Post, "la communauté du renseignement estime que la Corée du Nord a produit des armes nucléaires qui peuvent être embarquées sur des missiles balistiques, y compris des missiles balistiques intercontinentaux". Selon le journal, le ministre japonais de la Défense est parvenu aux mêmes conclusions. Les menaces répétées et l'enchaînement ces derniers mois de tests de missiles par Pyongyang sont un casse-tête pour Donald Trump depuis son arrivée au pouvoir. Le milliardaire américain a notamment engagé un bras de fer diplomatique à trois bandes, en demandant avec insistance à la Chine, principale alliée de la Corée du Nord, d'agir pour faire infléchir son incontrôlable voisin.

OÙ EN EST LA CAPACITÉ NUCLÉAIRE DE PYONGYANG ?

Le pays a réussi ce tour de force technologique plus rapidement que prévu mais, selon les experts, il lui reste des obstacles à franchir avant de devenir une puissance nucléaire à part entière, capable de frapper partout, à tout moment, à un endroit précis. La Corée du Nord a mené cinq essais nucléaires dont le dernier en date le 9 septembre 2016. La bombe avait à peu près la puissance de celle lancée sur Nagasaki le 9 août 1945, soit environ 20 à 30 kilotonnes. Pyongyang avait alors annoncé que c'est ce type d'engin qu'il comptait miniaturiser et "standardiser" pour les embarquer sur ses missiles balistiques. Le pays a procédé à de nombreux tirs de missiles y compris deux lancements réussis de missiles intercontinentaux, dont les experts estiment qu'ils ont la capacité d'atteindre la côte ouest et la côte est des Etats-Unis avec une portée d'environ 10.000 kilomètres.

LE DANGER EST-IL IMMÉDIAT ?

La miniaturisation de la charge nucléaire et la fabrication d'un missile avec une portée et une précision suffisante ne sont que deux éléments d'une équation complexe. Il faut que la tête survive à un vol à 25.000 km/h pour la propulser dans l'espace et, surtout, elle doit résister à un retour dans l'atmosphère où les frottements la soumettent à des

températures et des vibrations extrêmement élevées. Or, selon Michael Elleman, du centre de réflexion International Institute for Strategic Studies, le véhicule de ré-entrée s'est délité lors du test d'un missile intercontinental le 28 juillet. Avec un tir réel, la charge aurait sans doute été détruite avant d'atteindre son objectif. Il est néanmoins possible que les ogives actuelles soient assez robustes pour résister à un tir de missile de moins longue portée. Siegfried Hecker, un expert nucléaire à l'université de Stanford, estime qu'il faudra peut-être encore cinq ans à la Corée du Nord avant d'avoir un véhicule de ré-entrée assez résistant. "Je ne pense pas qu'ils aient suffisamment d'expérience en matière de missiles ou d'essais nucléaires pour être capables de mettre en œuvre une ogive nucléaire suffisamment petite, légère et robuste pour survivre à un tir par missile balistique intercontinental", a-t-il expliqué à l'AFP.

QUELS AUTRES OBSTACLES ?

M. Hecker, qui a visité la Corée du Nord à plusieurs reprises pour évaluer son programme nucléaire, estime que le programme militaire nucléaire de Pyongyang est fortement freiné par ses faibles stocks d'uranium et surtout de plutonium, le matériel de choix pour une arme destinée à un missile intercontinental. Selon lui, la Corée du Nord a de l'uranium et du plutonium pour fabriquer 20 à 25 bombes.

C'est beaucoup moins que les 60 armes nucléaires dont disposerait Pyongyang, selon le renseignement militaire américain, cité par le Washington Post mardi.

LIGNE ROUGE

Toujours sur le plan diplomatique, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté samedi à l'unanimité une résolution renforçant nettement les sanctions déjà imposées à Pyongyang. Aux termes de celle-ci, la Corée du Nord devrait être privée d'un milliard de dollars de recettes annuelles. En frappant le pays au portefeuille, la communauté internationale a pour objectif de pousser Pyongyang à la négociation, notamment après les deux tirs de missiles intercontinentaux effectués en juillet. Depuis 2006, l'ONU a imposé six trains de sanctions à la Corée du Nord mais rien ne semble faire dévier le jeune leader Kim Jong-Un. Le dernier essai nucléaire remonte au 9 septembre 2016, avec une détonation jugée deux fois plus puissante que la bombe améri-

caine lâchée sur Hiroshima. A Washington, nombre de voix se sont élevées pour dénoncer les propos présidentiels.

Le démocrate Eliot Engel, membre de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, a regretté la "ligne rouge absurde" tracée par M. Trump, tant les déclarations menaçantes de Pyongyang sont récurrentes. "La sécurité de l'Amérique est basée non seulement sur la force de notre armée mais aussi sur la crédibilité de notre commandant en chef", a-t-il souligné, dénonçant "l'emportement impulsif" du milliardaire. Le sénateur républicain John McCain a aussi fait part de son scepticisme, soulignant que les "grands dirigeants" ne menaçaient pas leurs ennemis sauf s'ils étaient prêts à passer à l'action. "Et je ne suis pas sûr que le président Trump soit prêt à agir", a-t-il ajouté. Pour Anders Fogh Rasmussen, ancien secrétaire général de l'OTAN, cette formulation "visait à faire peur à Pékin comme à Pyongyang". "Mais les lignes rouges présidentielles qui restent lettre morte créent des précédents dangereux", a-t-il mis en garde.

BERLIN APPELLE À LA "RETENUE"

Le ministère allemand des Affaires étrangères a appelé mercredi Nord-coréens et Américains "à la retenue" après "l'escalade dans la rhétorique" entre le président Donald Trump et Pyongyang qui se sont mutuellement menacés de représailles militaires. "Nous suivons avec la plus grande inquiétude l'escalade dans la rhétorique autour de la péninsule coréenne, la situation est vraiment sérieuse. Rajouter des +bruits de bottes+ ne va certainement pas arranger les choses, la voie militaire ne peut être une solution", a souligné le porte-parole du ministère, Martin Schäfer. "Nous appelons en conséquence toutes les parties à la retenue", a-t-il ajouté.

Donald Trump a lancé des menaces apocalyptiques contre la Corée du Nord en raison de ses ambitions militaires, lui promettant le "feu et la colère" alors que Pyongyang a dit envisager de tirer des missiles près du territoire américain de Guam. Les propos du président américain signent une nette escalade dans la rhétorique de Washington face aux programmes balistique et nucléaire nord-coréens, qui ont valu à Pyongyang une septième volée de sanctions de l'ONU le weekend dernier.

GUAM DOIT "PROFITER DU PARADIS"

D'un autre côté, un calme apparent régnait mercredi dans l'île de Guam menacée d'attaque par Pyongyang et les autorités de ce territoire américain du Pacifique invitaient les habitants à "se relaxer et à profiter du paradis". Dans un discours télévisé à ses 162.000 habitants, le gouverneur du territoire, Eddie Calvo, a déclaré qu'il travaillait avec Washington pour "assurer (sa) sécurité". "Je veux rassurer la population de Guam sur le fait qu'actuellement, aucune menace ne pèse sur notre île", a-t-il ajouté. George Charfauros,

conseiller à la sécurité intérieure de Guam, a estimé à "0.000001% le risque qu'un missile nord-coréen touche Guam". Son conseil à destination des habitants de l'île -- "relaxez vous et profitez du paradis"-- semblait en tout cas avoir été entendu. Dans les magasins, il n'y avait aucun signe de panique ou d'achats préventifs, l'activité était normale dans les stations d'essence. Chelsea Nu a expliqué à l'AFP que dans son commerce, les menaces nord-coréennes n'étaient même pas un sujet de conversation.

'COUCHERS DE SOLEIL CÉLÈBRES'

"Je n'ai pas entendu les gens en parler. L'affluence est normale. Ils sont juste en train d'acheter des fournitures scolaires parce que les écoles ont ouvert". L'île, qui se vante de ses plages immaculées, de son ciel bleu et de ses "couchers de soleil célèbres dans le monde entier", est une destination appréciée et le tourisme est un des piliers de son économie. Mais cette île reculée de quelque 550 km2 est aussi un avant-poste stratégique pour les forces américaines sur la route de l'Asie. Environ 6.000 soldats y sont déployés, en particulier sur la base aérienne Anderson et la base navale Guam. En dépit de la contribution importante de l'armée américaine à l'économie locale, un petit nombre de personnes s'opposent à sa présence, redoutant qu'elle ne provoque une agression. "Ceux qui sont contre l'armée vont avancer cet argument", a reconnu M. Calvo. "De la même manière, ceux qui sont pour vont dire que c'est ce qui nous protège". D'après le gouverneur, Guam est défendu par "plusieurs niveaux de défense" stratégiques. La Maison Blanche l'a assuré qu'une frappe contre le territoire serait assimilée à une attaque contre les Etats-Unis, a-t-il dit. "Ils ont dit que l'Amérique sera défendue. Je veux aussi rappeler aux médias nationaux que Guam est en territoire américain et que 200.000 Américains vivent à Guam et dans les Mariannes (voisines). Nous ne sommes pas que des installations militaires. Cela dit, je veux m'assurer que nous sommes prêts à toute éventualité".

Dans les rues de la capitale, Hagatna, les gens vauquaient à leurs occupations dans un calme apparent. "Ce n'est pas comme si on pouvait faire quelque chose de toute façon", a déclaré à l'AFP James Cruz, un habitant. "C'est une petite île. Il n'y a nulle part où s'enfuir". Edith Tajalle est l'une des rares personnes à reconnaître avoir peur, mais elle ajoute: "Je sais que Dieu nous protégera". Madeleine Bordallo, déléguée de Guam à la chambre des représentants américaine, a déclaré que si les capacités nucléaires nord-coréennes étaient "profondément inquiétantes", elle était sûre que l'île était bien protégée. Guam a été colonisée voici environ 4.000 ans par les Chamorros, peuple indigène qui représente moins de 40% de la population. Elle fut cédée par l'Espagne aux Etats-Unis en 1898.

MONDIAUX D'ATHLÉTISME

L'arc-en-ciel en vogue sur la Tamise

Météo grisâtre, hier, à Londres, terre des championnats du monde d'athlétisme jusqu'à dimanche. Mais l'arc-en-ciel pointé fréquemment... Ou plutôt les performances des athlètes sud-africains, la nation arc-en-ciel pour reprendre le concept pensé par l'archevêque Desmond Tutu.

Car à Londres, à côté du recordman du monde du 400 m, Wayde Van Niekerk - en finale du tour de piste, hier soir, résultat non parvenu -, l'Afrique du Sud a bien l'intention de confirmer sa valeur montante sur la scène internationale. Un peu plus de vingt-cinq ans après la fin de l'apartheid, c'est en quelque sorte une revanche sur les années sombres du pays. Au début de cet été, à la veille du meeting de Lausanne, le métis Van Niekerk a ainsi expliqué qu'il courrait "aussi pour (sa) mère, qui n'avait pas eu la possibilité d'exprimer son potentiel en son temps". Sprinteuse de talent, au tournant des années 1980 et 1990, Odessa Swarts n'a pas pu s'affirmer en dehors des frontières sud-africaines en raison du boycott sportif infligé au régime d'apartheid. Ce qui ne l'avait pas empêchée de se battre pour un sport non raciale au sein du Conseil sud-africain du sport. Un combat qui, aujourd'hui, permet au Sud-Africain Luvo Manyonga, meilleur performeur mondial de la saison (8,65 m), d'être sacré au saut en longueur. Samedi dernier, le même du township de Mbekweni, non loin du Cap, s'est en effet imposé avec un saut de 8,48 m dans le bac à sable du London Stadium, alors que son



compatriote Ruswahl Samaai s'emparait du bronze (8,32 m).

"LE RECORD DU MONDE - 8,95 M - EST MON PROCHAIN OBJECTIF"

Déjà en argent aux JO de Rio en 2016, Luvo Manyonga, 26 ans, avait alors attiré les projecteurs sur son histoire fracassée, celle d'un gamin dévoré, il y a encore tout juste cinq ans, par sa dépendance au "tik", une drogue en vogue dans les townships sud-africains. Désormais revenu sur une trajectoire dorée après trois années à suivre un programme de désintoxication, Manyonga, champion du monde juniors en 2010, ne compte pas s'arrêter en si bon chemin: "Le record du monde - 8,95 m - est mon prochain objectif", clame-t-il d'ailleurs (lire notre encadré). Un défi qui est aussi une manière pour l'athlétisme sud-africain de s'éloigner des polémiques autour du cas de Caster Semenya, double championne olympique (2012, 2016) et du monde (2011, 2013) du 800 m féminin, mais surtout athlète intersexuée. Bronzée lundi sur 1500 m, la

jeune femme a réveillé, avant la finale du 800 m programmée dimanche prochain, le débat sur la récente étude scientifique, commandée par la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF), qui démontre que les sportives produisant de la testostérone en excès, comme Semenya, sont avantagées par rapport à leurs rivales. Or depuis deux ans la règle de limitation du taux de testostérone pour les athlètes féminines a été suspendue par le Tribunal arbitral du sport. Une décision que conteste l'IAAF.

Ce qui est incontestable, en revanche, c'est que l'arc-en-ciel sud-africain devrait s'étendre pendant un moment sur l'athlétisme mondial.

Car la relève arrive... Aux récents Mondiaux cadets, les sprinters sud-africains ont, par exemple, réussi deux doublés sur 100 m et 200 m. "C'est de bon augure, mais laissons-nous le grand frère" Wayde Van Niekerk, 25 ans. Comme moi, ils doivent avoir la chance qu'on leur donne le temps."

800 M MESSIEURS : BOSSE CHAMPION DU MONDE !

Le Français Pierre-Ambroise Bosse a remporté le titre mondial du 800 m mardi soir au stade olympique de Londres, la première médaille française des Mondiaux 2017 et le 11e titre mondial de l'histoire de l'athlétisme français. Bosse (25 ans) s'est imposé en 1'44" 67/100e. Au pied du podium aux Jeux de 2016, "alors que je me sentais assez fort pour aller provoquer David Rudisha pour l'or", Bosse était arrivé aux Mondiaux sur la pointe des pieds, souffrant à un ischio-jambier et n'ayant que trois courses à son actif. "Mais je suis un joueur de poker et je dois être là, c'est mon boulot", avait assuré le Nantais. Après avoir passé les séries et, difficilement, les demi-finales, repêché au temps, Bosse a réussi son coup de poker en attaquant à 200 m de l'arrivée et en résistant jusqu'au bout à ses adversaires.

400 M MESSIEURS : WAYDE VAN NIEKERK, SANS SURPRISE

Le Sud-Africain Wayde Van

Niekerk, champion olympique 2016 et détenteur du record du monde (43"03), a remporté le titre mondial du 400 m en bouclant le tour de piste en 43"98, mardi soir à Londres. Van Niekerk, qui vise un doublé 400 m-200 m que seul l'Américain Michael Johnson a réalisé aux Mondiaux 1995 et aux JO 1996, a devancé le Bahaméen Steven Gardiner (44"41) et le Qatarie Abdalrhahman Harouin (44"48).

JAVELOT DAMES : SPOTAKOVA EN OR

La Tchèque Barbora Spotakova, double championne olympique en 2008 à Pékin et 2012 à Londres, a remporté le titre de championne du monde au javelot, grâce à un jet à 66,76 m, mardi soir au stade olympique de Londres. Spotakova, détentrice du record du monde de la spécialité (72,28 m en 2008), décroche à 36 ans son deuxième titre mondial, dix ans après le premier en 2007 à Osaka. Le podium est complété par les Chinoises Li Lingwei (66,25 m), en argent, et Lyu Huihui (65,26 m), en bronze. Absente aux Mondiaux 2013 à Moscou, après avoir donné naissance à son fils Janek, Spotakova est une ancienne heptathlète.

200 M DAMES : BOWIE FORFAIT

L'Américaine Tori Bowie, sacrée championne du monde du 100 m à Londres dimanche et meilleure performeuse mondiale de l'année sur le demi tour de piste, a déclaré forfait lors des séries du 200 m, mardi à Londres. "Tori Bowie a déclaré forfait pour le 200 m car elle continue de se remettre de sa chute à l'issue de la finale du 100 m de dimanche", a tweeté la Fédération américaine d'athlétisme (USATF) un peu plus tard. La présence de Bowie dans le relais américain 4x100 m est incertaine, a précisé l'USATF, l'état de forme de Bowie sera évalué dans les prochains jours.

SUPERCOUPE D'EUROPE

Benzema :

"Ici pour prendre des trophées"

Karim Benzema, l'attaquant du Real Madrid, était satisfait du nouveau trophée remporté en Supercoupe d'Europe face à Manchester United (2-1). Karim Benzema (attaquant du Real Madrid, vainqueur de la Supercoupe d'Europe, au micro de beIN Sports) : "On est ici pour gagner à chaque fois, prendre des trophées. On sait que cette année ce sera difficile parce que toutes les équipes nous attendent. On a fait un bon match, on est prêt. On a fait une préparation difficile, où on a beaucoup travaillé, donc ça a été difficile dans les matches amicaux, on n'a pas gagné, mais on est là dans les matches officiels, on est toujours présent, et ça fait plaisir. On est une grande équipe et on va tout faire pour encore aller le plus loin possible".

CAN 2019

Le gouvernement Camerounais frémit

Le ministre de la Communication, Issa Tchirroma Bakary, le ministre des Sports et de l'Éducation physique, Pierre Ismaël Bidoung Mkpatt, et le président de la Fédération camerounaise de football, Tombi à Roko Sidiki, ont rassuré l'opinion nationale sur la capacité du Cameroun à abriter la Coupe d'Afrique des nations le 4 août dernier au cours d'une conférence de presse à Yaoundé. Depuis que la Confédération africaine de football a officialisé le changement de formule de la Coupe d'Afrique des nations 2019 de 16 à 24 sélections qualifiées, les instances sportives frémissent.

LE CAMEROUN, PAYS HÔTE, EN PREMIER.

Le gouvernement ne veut laisser aucun doute sur sa capacité à organiser cette compétition d'où la tenue de la conférence de presse le 04 août à Yaoundé. Le ministre de la Communication rassure que "le Gouvernement est en permanence mobilisé. Les entreprises sont mobilisées pour que soient réalisés dans les délais les travaux de toutes les infrastructures de la compétition".

Le ministre des Sports et de l'Éducation physique, Pierre Ismaël Bidoung Mkpatt réitère l'engagement du Cameroun à "relever un défi national" et ce "malgré les contrain-

tes liées à l'adversité et la conjoncture économique actuelle et à la préservation de la sécurité" du pays. Plus que jamais, le Cameroun va travailler pour respecter "le cahier de charge de la Confédération africaine de football" et ce, dans le sens de livrer les infrastructures sportives trois mois avant le début de la compétition. En visite de travail du 03 au 06 août dernier au Burkina Faso, le président de la Caf, Ahmad Ahmad, rétorque et précise au cours d'une conférence de presse le 05 août à Ouagadougou que "Même à quatre sites, le Cameroun n'est pas prêt".

S'appuyant sur le retard accusé par le Cameroun dans les travaux de construction des infrastructures sportives. Il annonce de ce fait avoir fait appel à un comité d'experts, des spécialistes en hôtellerie, sports, santé, indépendants, qui va déterminer de la capacité du Cameroun à organiser la Can 2019. Car la Caf, à en croire son président, ne se limite pas seulement à "l'aspect stades de compétition". Le Cameroun qui doit abriter l'édition de 2019 recevra bientôt une équipe d'inspection de la Caf. Des sujets ayant trait à l'arbitrage, à la suppression de la commission médias de la Caf, à la formation ont été abordés. Le président Ahmad Ahmad confirme une visite d'inspection de la Caf du 20 au 28 août prochain au Cameroun. Pour une certaine opinion sportive nationale, ce

propos tient à une claque. Le président de la Fédération camerounaise de football (Fecafoot), Tombi à Roko Sidiki, réaffirme lors de la conférence de presse du 04 août que "c'est l'occasion pour le Cameroun de montrer qu'il est un grand pays" et le défi, d'organiser une première phase finale d'une Can à 24 équipes, le gouvernement camerounais se résout à le relever. Entre les lignes, le Cameroun dans cet exercice, se refuse à faire prospérer les conflits ouverts. Le gouvernement nourrit le consensus dans le sens de mobiliser la population "dans l'accompagnement du gouvernement pour les préparatifs de la Can 2019". Il s'appuie sur un repère. Les camerounais à la fois "un peuple laborieux, volontaire, patriote" ont, dit le ministre de la Communication, "réaffirmé la preuve de leur attachement indéfectible et de leur soutien sans réserve aux Lionnes Indomptables" en novembre et décembre 2016 lors de la Can féminine à Yaoundé.

Avec tant de frémissements, la Caf et une certaine opinion camerounaise qui "ne croit en rien" s'inquiètent. Le Cameroun pendant ce temps, veut davantage séduire. Et déjà l'histoire de la Can féminine 2016 nourrit celle de la Can masculine 2019. La responsabilité du gouvernement camerounais, mam-mouth de surcroît, est de la rendre grande. Sans crainte. **K.L.**

FRANCE

Macron voit sa popularité fondre à vue d'œil

Cette question trouvera rapidement sa réponse. Mais, dès aujourd'hui, il est clair qu'Emmanuel Macron a mangé son pain blanc. Il l'a mangé vite, en jeune homme pressé. La déliquescence du groupe parlementaire de La République en Marche, son propre parti, est devenue évidente aux yeux de tous.

Les "couacs" parlementaires se multiplient. Les dysfonctionnements répétés qui affectent son propre gouvernement commencent à être sur la place publique. Il a perdu le capital de confiance qu'il pouvait avoir dans les grandes administrations, et en particulier dans celles qui représentent la force de l'Etat, la police et l'armée. Il ne s'est attaqué, que ce soit en actes ou en paroles, à aucun des grands problèmes qui taraudent aujourd'hui notre pays, et pourtant - ou peut-être à cause de cela - il voit sa popularité fondre à vue d'œil. Il verse désormais dans une démagogie antiparlementariste rampante, avec une loi de "moralisation" de la vie politique à la fois inefficace, injuste, et ne réglant aucun des problèmes auxquels elle prétendait s'attaquer. Il doit pourtant se préparer à une crise sociale, dont nul ne peut

aujourd'hui prévoir l'ampleur ou la durée dès cet automne, et ce dans une situation où la légitimité même de son pouvoir sera mise en cause.

UNE ERREUR DE COMMUNICATION?

Cette situation peut s'analyser superficiellement comme le produit de la politique réduite à la communication. Comme tout raccourci, ce dernier contient sa vérité. La communication l'a bien souvent, et trop souvent, emporté sur la substance. On l'a vu dans la contradiction entre son projet, libéral, et la nationalisation des chantiers navals STX. On l'a vu, aussi, justement dans les palinodies auxquelles le vote de la loi de "moralisation" de la vie politique a donné lieu. Mais, ce n'est qu'un raccourci. Emmanuel Macron, en réalité, bute sur les hypothèses mêmes de son projet politique. Une de ces hypothèses est qu'un pays peut se diriger comme une entreprise. Une autre hypothèse est qu'il suffit d'avoir un chef intelligent (moi, a dû penser Emmanuel Macron) et des médias complaisants, et que pour le reste on pouvait puiser dans la "société civile" pour faire des députés, et un parti politique. Bref, que, en un sens, Lénine, oui ce danger révolutionnaire qui a écrit en 1917 L'Etat et la Révolution, n'avait pas tort. Qu'une cuisine peut s'occuper de l'Etat, à la condition - faut quand même pas exagérer - d'avoir la ligne juste et d'être bien encadrée. Le problème est que ces hypothèses se sont révélées fausses. Il y a encore d'autres hypothèses, mais elles sont moins importantes dans le chaos actuel, comme celle d'une nécessaire union avec l'Allemagne, ou celle de la primauté absolue des institutions

européennes. Ces hypothèses ont des conséquences importantes sur la politique. Mais, elles ne jouent pas le rôle moteur dans la déconfiture actuelle du gouvernement.

LA POLITIQUE ET LE FANTASME DE LA DÉMOCRATIE DIRECTE

Le fantasme de la démocratie directe est très fort, et s'appuie, et non sans quelques bonnes raisons, sur la décomposition d'une élite politique que l'on connaît depuis maintenant près de vingt ans. Mais, ce n'est pas parce que une élite a failli que l'on peut la remplacer par des gens sans expériences de la politique et des principes de l'organisation. La politique, au niveau d'un député ou d'un maire, ce n'est pas simplement prendre des décisions. C'est aussi savoir naviguer dans la complexité des règlements de toute sorte. C'est aussi savoir mesurer que tout n'est pas possible instantanément, qu'il faut faire des priorités, qu'il faut aussi les faire accepter par les autres. Pour user d'un langage plus châtié, la politique aujourd'hui n'est plus celle que l'on faisait sur l'Agora d'Athènes ou sur le Forum de Rome il y a plus de 20 siècles. La société s'est immensément complexifiée; les Etats se sont aussi complexifiés, et se sont dotés, peu à peu, d'administrations étendues et ramifiées. La politique consiste aussi à savoir utiliser ces administrations sans en devenir l'otage. Et c'est pourquoi la politique s'est professionnalisée. Alors, bien entendu, il n'est sans doute pas sain que l'on ne fasse que de la politique durant toute sa vie. Il est même carrément malsain que l'on ne vive que de cela, car - à ce moment là - le besoin de pouvoir

continuer à jouir des moyens de la politique l'emportera sur toutes les convictions. Mais, la professionnalisation de la vie politique est une évidence; elle implique une période de formation et surtout l'équivalent du cursus honorum de la Rome républicaine. Vouloir limiter le nombre de mandats successifs exercés par qui-conque n'est donc pas nécessairement une bonne idée. Et c'est là où se révèle l'erreur de la fameuse loi dite de "moralisation de la vie politique", loi qui ne moralise rien du tout et qui, bien au contraire, établit de nouvelles normes en matière d'hypocrisie; on interdit ainsi aux conjoints des députés ou à leurs enfants de travailler pour eux, mais on laisse le champ libre aux maîtresses et aux amants, aux filles et aux fils de copains ou d'obligés.

L'ETAT N'EST PAS UNE ENTREPRISE

Ce qui nous ramène à l'autre erreur fondamentale: penser que l'on peut diriger un pays comme une entreprise. Cette erreur ici s'aggrave de l'indétermination du terme "entreprise". Car, de quelle entreprise s'agit-il? Quand on parle d'une entreprise, il faudrait commencer par préciser sa taille et son secteur d'activité. Une banque - qui est une entreprise - ne se gère pas comme une entreprise industrielle, qui elle-même n'obéit pas aux mêmes règles qu'une entreprise du commerce. On pourrait ici multiplier les exemples. D'ailleurs, il est frappant que ceux qui prétendent qu'un pays pourrait se gérer comme une entreprise soient bien incapables de donner une définition précise de l'entreprise. On peut, certes, définir une entreprise par la règle de subordination (oui, l'entreprise n'est pas un lieu de

démocratie) et par la règle de concurrence. Mais, c'est oublier que la coopération a aussi un rôle important à jouer dans le fonctionnement des entreprises, que cette coopération se fasse au niveau de l'atelier ou à des niveaux supérieurs, qu'elle soit implicite ou qu'elle suive les chemins de la coopération explicite, par l'accord et le compromis. Surtout, c'est oublier que pour qu'une entreprise fonctionne, il faut qu'elle résolve un problème de légitimité, que ce soit en interne ou en externe, et que ce problème de légitimité ne peut être résolu que parce qu'il existe des règles qui sont imposées aux entreprises, et imposées par l'Etat. C'est là l'une des raisons les plus fondamentales pour laquelle on ne peut - et on ne doit - pas confondre l'entreprise et l'Etat, et ce même si de très grandes entreprises sont capables d'arracher aux Etats des pans entiers de leurs fonctions. Cette usurpation n'est jamais pleinement fonctionnelle.

LES RÈGLES DU POUVOIR

Emmanuel Macron a construit son projet sur deux hypothèses qui s'avèrent erronées. Il en paye le prix aujourd'hui. Il est cependant probable qu'il choisisse la voie de l'entêtement, du raidissement autoritaire. Nous le verrons, probablement, avec les troubles et les conflits sociaux de cet automne et de cet hiver. Mais, cela le confrontera inévitablement - à un moment ou à un autre - à la perte de légitimité et de crédibilité qu'il subit déjà dans les deux administrations dont il aura alors le plus besoin: la police et l'armée. Et, à ce moment-là, le Président, ce monarque républicain, sera nu...

J. S.

Post scriptum

Par B. Chellali

Par dévouement, cohésion et sens élevé des responsabilités qui lui incombent, l'Armée Nationale Populaire (ANP), en dépit de toutes les vicissitudes de l'histoire récente de l'Algérie, continue de perpétuer les valeurs de Novembre 54, l'accomplissement au quotidien de sa mission sacrée de défendre l'intégrité du territoire national et de contribuer à la consolidation des fondements de l'Etat de droit et de la République. Aujourd'hui, et à un moment où le monde traverse une ère de turbulences et d'incertitudes avec l'apparition de nouvelles menaces multiformes, les considérations sécuritaires et de défense nationale figurent désormais au premier rang des préoccupations du Haut commandement de l'ANP. C'est dire toute l'attention que porte, personnellement, le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, au développement et à la modernisation de l'outil de défense nationale par la mise en place d'un dispositif de défense, parfaitement adapté aux réalités du territoire national et aux exigences de l'heure, mais aussi, à même de garantir une souplesse d'emploi qui tienne compte de l'impératif de rajustement des cadres. " Cet objectif, qui s'inscrit, tout naturellement, dans le processus en cours de professionnalisation de nos forces armées, commande pour sa

concrétisation, une intensification des efforts en matière de formation et de valorisation des ressources humaines. C'est, en effet, à la nouvelle génération de cadres qu'échoit, logiquement, " la mission de mener à bien l'œuvre de modernisation de l'Armée Nationale Populaire, en prenant le relais de son aînée : la Glorieuse Armée de Libération nationale. Conscient de sa position géopolitique et tout en réaffirmant avec force les principes fondamentaux qui ont toujours inspiré ses positions régionale et internationale, l'Algérie n'a jamais hésité à s'impliquer, volontairement, dans toute initiative visant à la restauration de la paix et de la sécurité pour tous ". (Dixit A. Bouteflika). Ainsi, la participation des unités de l'ANP aux manœuvres et exercices conjoints avec les armées des pays voisins et amis procède de cette même volonté d'ouverture et, partant de la détermination de l'Algérie à prendre une part active dans toute action collective et responsable visant à affronter les menaces qui pèsent sur l'ensemble des pays de la région. Au plan de la coopération opérationnelle, le président Abdelaziz Bouteflika, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a de tout temps instruit les forces armées pour parfaire en permanence les niveaux d'interopérabilité, tant pour ce qui est des

moyens que des procédures de travail, avec leurs homologues des pays concernés par la stabilité de l'environnement sécuritaire. De plus, et afin de satisfaire aux engagements contractés au titre de l'adhésion de l'Algérie à certains mécanismes de gestion des crises qu'ils soient méditerranéens ou africains, le Haut commandement de l'ANP a intégré cette nouvelle donnée dans l'élaboration de ses plans de formation et de préparation des unités. Pour toutes ces raisons, et compte-tenu des évolutions technologiques que connaît le secteur de la défense, la mise à niveau de ce dispositif s'est avérée indispensable dans l'agenda du Haut commandement de l'ANP ainsi que le renforcement des capacités opérationnelles de ses unités, une exigence incontournable tant de fois renouvelée par le Général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP pour qui la planification militaire doit s'inscrire sur le long terme, en tenant compte des paramètres et priorités de défense et de sécurité, mais aussi, des capacités propres à l'Algérie. Dans ce sillage de professionnalisation et de modernisation de l'ANP pas plus qu'il y a trois jours, le Général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, lors de sa visite d'inspection à la 2ème Région militaire, est revenu avec force détails sur l'importance des

aspects de préparation, de planification et de formation pour le renforcement et le développement des capacités de l'ANP: " L'un des multiples éléments porteurs de puissance, dans tous les sens de ce terme, sur lesquels se base l'Armée Nationale Populaire, est comme souligné, le facteur du travail de préparation et d'instruction qui s'articule, à son tour, autour de l'effort de formation ? Ceux sont là, des facteurs clés ayant permis à nos forces armées d'atteindre les échelons où nous nous trouvons aujourd'hui, à des niveaux de haut rang, qui nous apportent une fierté méritée, et qui ont donné à notre armée, de manière factuelle et sur le terrain, l'opportunité d'arriver à un niveau optimal de compétence, de talent et de qualification, et l'ont, également et sans rhétorique, placée au rang des grandes et puissantes armées. Une armée dont les éléments débordent d'amour pour la Nation et de loyauté envers l'Algérie et envers le serment fait à nos valeureux Chouhada, un serment de grandeur inestimable ". Ce passage de l'allocation du vice-ministre de la Défense nationale lors de sa rencontre d'orientation avec les personnels de la 2ème région militaire met en exergue tout le souci du Haut commandement de l'ANP de doter l'Algérie d'un instrument de défense fiable et moderne, à même de lui garantir l'intangibilité de ses frontières,

la protection de son économie et de sa souveraineté. Dans cet esprit, il est important de rappeler le vouloir et l'insistance du Général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah de faire dans un engagement fort pour " une réflexion approfondie d'une conception nationale de la défense autour de laquelle devrait se dégager un consensus aussi large que possible, il s'agit, là, d'une exigence qui garantira la permanence des choix fondamentaux du pays en la matière et, en même temps, l'élaboration progressive d'une véritable culture de défense nationale dans le pays. Pour ce faire, l'ensemble des secteurs d'activité nationale sont appelés à y jouer un rôle de premier plan. Les capacités de résistance et de mobilisation de notre peuple face à tous les périls qui ont jalonné son parcours historique représentent, incontestablement, un atout majeur, qu'il convient d'intégrer et de valoriser dans nos approches concernant la défense nationale. C'est-là encore une autre orientation du président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelaziz Bouteflika, à réunir tous les facteurs de réussite fidèles aux nobles principes des martyrs mobilisés, avec une grande détermination à travers tous les recoins du pays.

B. C.

Ahmed Gaïd Salah aux unités de l'ANP